

Notice Analytique

Diplôme Universitaire Espaces Communs

Autrice : Julia LEMERY

Titre du travail personnel : Imaginer ensemble un lieu, par-delà les handicaps ? - Des espaces communs au prisme des droits culturels

Date d'oral : 23 novembre 2023

Tutrice : Elsa Buet

Collation : nombre de page : 67 / nombre d'annexes : 1 / nombre de références bibliographiques : 26

Mots clés analytiques : # Droits culturels # Handicaps # Enquête sociale

Mots clés géographiques : # France # Faverges

Résumé (800 signes espaces compris) :

Quand je me suis lancée dans le parcours du D.U, j'ai emporté avec moi une question éthique et politique : les espaces communs sont-ils des terrains fertiles (parmi d'autres) pour mettre en œuvre les droits culturels des personnes, notamment pour celles en situation de handicap ? L'interroger par petit bout, de lieu en lieu, de lectures en interviews, mais aussi à partir d'une « étape » de la démarche apprenante : « le diagnostic de territoire ». En me demandant si ce travail ne pourrait pas en lui-même rebattre les cartes de qui enquête, pourquoi et comment ? Imaginer une démarche d'exploration partagée avec des personnes accompagnées, pour construire ensemble le récit autour d'un lieu partagé.



Diplôme universitaire Espaces communs

Université Paris Marne la Vallée - Yes We Camp - ANCOATS - Co Design It

Imaginer ensemble un lieu

Par delà les handicaps?

Des espaces communs au prisme des droits culturels



Dossier réalisé par Julia LEMERY

INTRODUCTION

D'où je pars et d'où je parle

01. CHEMIN FAISANT

Les droits culturels dans mon parcours apprenant

- Les droits culturels comme boussole
 - A la découverte d'espaces communs
 - Les étapes de mon parcours
 - Carnet de notes à chaque étape
-

02. UN DETOUR

Des lieux conçus autour de personnes en situation de handicap

- Un nouveau champs d'action pour les espaces communs?
 - Petite cartographie subjective
 - De quoi ces initiatives sont-elles le signe?
-

03. REVER UN PEU

Une démarche d'exploration avec des personnes accompagnées

- A Faverges, il y a...
 - Mener l'enquête
-

CONCLUSION

Voir un peu plus loin

INTRODUCTION

D'où je pars et d'où je parle

Je m'appelle Julia. J'ai quatre décennies derrière moi, dont presque deux à travailler à la rencontre entre des professionnel.les des arts, de l'éducatif et du soin, dans le cadre de projets communs.

Depuis 2014, j'ai posé mes valises à la Fondation OVE, un organisme gestionnaire d'établissements médico-sociaux qui accueillent des personnes en situation de handicap. Nos équipes accompagnent des enfants, des adolescent.es et des adultes, dans la réalisation de leur parcours de vie, pour que chacun et chacune puisse apprendre, découvrir, habiter, se former, travailler... Participer à sa façon, à la vie de la cité.

A la Fondation, je suis en charge d'un service d'appui aux projets culturels. Dans ce cadre, je développe des actions faisant se croiser des personnes de différents horizons, prenant la forme de « parcours » dans une diversité de domaines, aussi des « résidences » invitant des artistes et autres intervenants dans nos structures pour « séjourner » avec les personnes accueillies et accueillantes. Des formats qui ont constitué comme de petits « espaces tiers » dans la vie de nos institutions - même si éphémères (le temps des projets).

J'ai commencé à m'intéresser au sujet des « tiers lieux » pour explorer au-delà de ces temps partagés, ce que le fait de s'impliquer quotidiennement, sur la durée, dans un espace à usages et usagers multiples, pourrait permettre pour les personnes qu'on accompagne tout comme pour celles qui travaillent à leurs côtés.

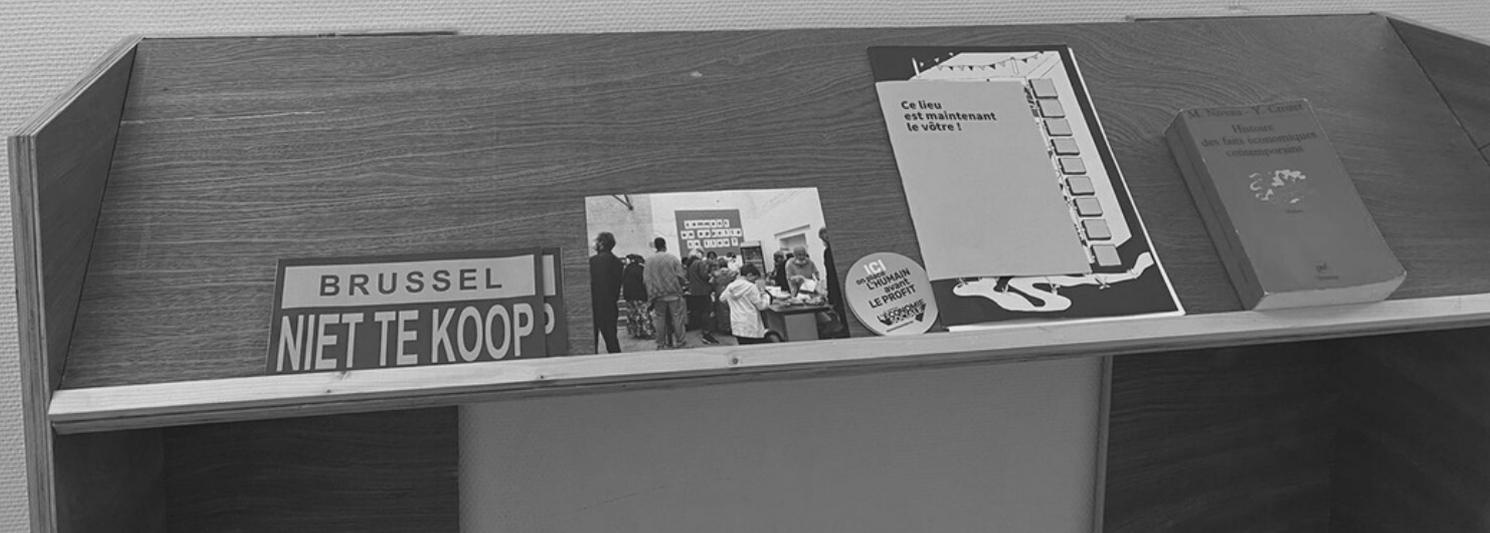
Je suis par ailleurs impliquée depuis plusieurs années dans des groupes de travail sur les droits culturels. Un enjeu qui m'anime à titre personnel et professionnel, sentant que ce concept – complexe, et j'y reviendrai ! – pourrait être une boussole pour ma pratique.

L'accès aux droits et libertés fondamentales est l'orientation n°1 du projet associatif de la Fondation, il s'agit donc, au-delà des mots, d'être en capacité de comprendre ces droits, et de les mettre en œuvre. Apprendre à « chausser les lunettes des droits culturels »[1], pour repérer toutes les dimensions qui les mettent en jeu au quotidien. Regarder de plus près si nos projets permettent concrètement l'expression et l'inclusion de chacun.e dans les différents espaces d'information, de délibération et d'action.

Alors quand j'ai embarqué dans l'aventure du D.U, j'ai emporté avec moi cette question éthique et politique : **les espaces communs sont-ils des terrains fertiles** (parmi d'autres) **pour mettre en œuvre les droits culturels des personnes, notamment pour celles en situation de handicap** ? L'interroger par petit bout, de lieu en lieu, de lectures en interviews, mais aussi à partir d'une « étape » spécifique de la démarche apprenante : « **le diagnostic de territoire** », en me demandant finalement si ce travail ne pourrait pas en lui-même rebattre les cartes de qui recueille, analyse et échange autour du besoin des populations, et comment. Qui enquête et s'en fait le récit autour du projet d'un lieu commun ?

[1] en référence à une expression souvent utilisée dans le réseau autour des droits culturels

BIENVENU-E-5



CHEMIN FAISANT

les droits culturels dans mon parcours apprenant

LES DROITS CULTURELS COMME BOUSSOLE [1]



Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Toute personne est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité.

Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.



Articles 1er, 22 et 27 de la Déclaration Universelle des Droits Humains

La culture fait partie des droits fondamentaux, et ce depuis 1948.

Elle traverse par ailleurs et depuis d'autres textes nationaux et internationaux, jusqu'à aboutir en 2017 à la [Déclaration dite de Fribourg](#) rassemblant les différents droits culturels en réaffirmant leur nécessité pour un monde plus solidaire, ouvert et pacifié.

Ces droits peuvent être définis comme « les libertés et responsabilités pour chacun, seul ou en groupe, de choisir et d'exprimer son identité, d'accéder et de contribuer aux références culturelles, comme à autant de ressources nécessaires à son processus d'identification tout au long de sa vie »[2].

Ils nous concernent donc tous et toutes, et sont au cœur de la reconnaissance de la personne en tant que sujet, « capable et digne de ».

Ces droits sont au nombre de huit, universels, indivisibles et interdépendants.



[1] En référence au titre du texte d'introduction de Marie Richard dans l'ouvrage collectif [droits culturels, les comprendre, les mettre en oeuvre](#) ; éditions de l'Attribut, 2022.

[2] « Pour une nouvelle culture de l'action publique », sur : droitsculturels.org / site ressources en la matière.

Huit rouages d'une mécanique un peu fine, voire complexe dès lors qu'il s'agit de les interroger, tous ensemble, dans nos pratiques.

C'est d'ailleurs partant de ce constat que plusieurs réseaux se sont mobilisés pour faciliter leur compréhension et « mise au travail » dans nos « quotidiens », au premier rang desquels : le [Réseau Culture 21](#).

Association de promotion de la diversité et des droits culturels dans les politiques publiques, elle accompagne les collectivités et acteurs locaux dans un travail d'ouverture autour de la notion de culture et d'appropriation des droits de référence, via différentes démarches, actions et outils.

Depuis 10 ans, le réseau développe en partenariat avec l'Observatoire de la diversité et des droits culturels de Fribourg, une vaste recherche-action appelée Paideia dans le but d'analyser collectivement la prise en compte de ces droits dans les pratiques des professionnel.les de l'action territoriale à partir de la méthode des [cas d'école](#).

L'accompagnement d'une centaine de cas proposés par une diversité de personnes, a permis de nourrir des temps d'échanges et de réflexions à travers la France et au-delà, et de décliner l'enjeu des droits culturels via d'autres recherches thématiques (chantiers autour de la création, du pouvoir d'agir et des communs - notamment).

Réseau Culture 21, et d'autres acteurs, ont produit différents outils pour interroger un lieu et ses pratiques au regard des droits culturels, qui pourraient peut être intéresser les espaces communs.

Pour en citer quelques-uns :



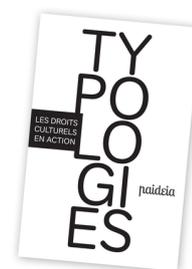
[L'arpentage](#)

pour approcher à plusieurs la lecture de la Déclaration de Fribourg



[Le carnet de traduction](#)

pour décortiquer un projet via des questions « supports » autour de chacun des droits



[Les typologies](#)

pour s'auto-évaluer à partir de thématiques telles que l'accueil, la gouvernance, les modes d'expression...

L'idée étant sans doute d'inventer son propre dispositif d'analyse critique à partir de la diversité d'outils produits ces dernières années.

Par ailleurs, si l'enjeu autour des droits culturels suppose de partager connaissances et compétences en la matière, il suppose aussi un vaste travail de sensibilisation pour permettre que tout un chacun puisse connaître ses droits.

En Belgique, plusieurs réseaux se sont emparés du sujet.

Avec l'entrée en vigueur du décret du 21 novembre 2013, les droits culturels ont été intégrés dans le référentiel de différents opérateurs parmi lesquels, les centres culturels de la Fédération Wallonie-Bruxelles

>> cf. Annexe 1 : **Interview de Luc Carton**, philosophe et vice-président de l'Observatoire de la diversité et des droits culturels qui a travaillé sur ce décret.

Afin de participer à leur appropriation au sein du secteur, et plus largement, l'association des professionnels de centres culturels, l'Astrac, en a fait une thématique d'action prioritaire traduite dans différents outils dont une vidéo bien éclairante!



© Astrac

Sans m'étendre davantage sur chacun de ces droits, outils et initiatives, je retiens plus particulièrement **six idées / « balises »** pour mon travail à la Fondation, mais aussi pour mon parcours de formation au sein du D.U :

- Une **acception large du mot culture**, faisant la part belle aux arts mais aussi à d'autres domaines de savoirs et d'émotions qui fondent nos identités.
- Une attention portée aux **dynamiques collectives et individuelles** puisqu'il s'agit « seul ou en commun » de pouvoir exprimer son identité, accéder aux ressources et pratiques de son choix.
- Une **approche plurielle de la participation** pour permettre aux personnes de « prendre part » aux projets, mais aussi d'« apporter et prendre leur part » .
- Un soin apporté aux **processus capacitaires**, chacun pouvant (s')apprendre et cultiver des idées et savoir-faire.
- Une **éthique de la réciprocité**, en proposant des terrains d'aventures communes et inclusives, espaces d'échange et de découverte de personne à personne.
- Un **goût pour la curiosité** et une **exigence de diversité** pour lutter contre les assignations qui figeraient dès la naissance et pour la vie, les identités et références des uns et des autres. Permettre à chacun d'éprouver et de choisir la vie culturelle qui lui importe.

En référence aux trois dimensions de la participation analysées par la philosophe Joëlle Zask : Réseau Culture 21 » [La participation prendre, apporter et recevoir une part \(reseauculture21.fr\)](https://www.reseauculture21.fr/).

En écho aux propos du philosophe Patrice Meyer-Bisch : [Les droits culturels au principe de la puissance de la paix – Observatoire de la diversité et des droits culturels](#)

Ces « balises » me semblent être au cœur de la démarche des espaces communs traversés dans le D.U.

Deux articles / ouvrages lus en parallèle du parcours m'ont éclairé en ce sens.

ANALYSE

Ce que les tiers-lieux posent comme défis aux politiques culturelles

Action publique

AUTEUR-RICE(S)



Vincent Guillon
Observatoire des politiques culturelles
Codirecteur

“

Les tiers-lieux peuvent être une traduction pratique (parmi d'autres) dans la mesure où ils mettent les personnes et leurs interactions au centre de leur fonctionnement, qu'ils contribuent à reconnaître l'égalité des cultures vécues et choisies par ces personnes, et qu'ils cherchent à renforcer leurs capacités de choix, d'expression, d'accès et d'échange à travers différentes modalités de participation.

”

Source: <https://www.observatoire-culture.net/tiers-lieux-posent-defis-politiques-culturelles/>

Extraits de l'article

[Les droits culturels en tiers-lieux](#)



Les droits culturels en tiers-lieux

Entrés dans la loi française en 2015, les droits culturels représentent un horizon éthique fécond pour interroger les valeurs et les pratiques des tiers-lieux...

Auteurs

Cécile OFFROY
Sociologue Opale & Université Paris Nord, laboratoire IRIS-EHES

“

L'ancrage autogestionnaire des tiers-lieux, culturels ou non, continue d'irriguer leurs fonctionnements horizontaux, organiques et adhocratiques, garants de la contribution des personnes au développement des communautés auxquelles elles appartiennent.

Dans ces espaces mutualisés de travail et d'expérimentation des arts de faire, les dynamiques collectives se structurent autour d'échanges d'échanges réciprocaires et du partage de savoirs et de savoirs-faire, qui soutiennent la liberté de pratique, la liberté de création ainsi que la co-formation entre pairs.

”

Diplôme universitaire - Espaces communs

NOVEMBRE 2023

““

Laboratoires du croisement de pratiques culturelles hétérogènes – artistiques, artisanales, agricoles, sociales ou numériques – les tiers-lieux contribuent à une redéfinition en actes de la notion de culture. Impliqués « dans toutes les problématiques de l’interculturalité » , engagés dans des interactions symétriques, les tiers-lieux « font écho à la notion de “droits culturels” », dans la mesure où ils s’extraient « d’une vision élitiste et diffusionniste de la culture et des savoirs, pour s’intéresser aux acteurs informels et aux espaces de la vie quotidienne ».

””

Un « horizon éthique »* pour ces lieux donc, qui nécessite aussi des partis pris exigeants, et sans doute pas mal d’ajustements voire remises en questions. Comme nous y invite Cécile Offroy dans ce même article.

““

Cependant, les droits culturels ne sauraient être réduits à des cases à cocher ou à quelques bonnes pratiques, dont les tiers-lieux seraient les représentants (auto-)désignés. [...]

Pour les tiers-lieux, la prise en compte des droits culturels conduit par exemple d’une part à examiner les frontières ténues qui séparent parfois communautés constitutives d’un tiers-lieu et entre-soi ; en même temps qu’elle invite à questionner les implicites de l’impératif de mixité sociale , qui vise plus souvent l’implantation des normes et des modes de vie des classes moyennes au sein des milieux populaires que l’inverse. [...]

Les droits culturels viennent encore questionner la standardisation et la privatisation par le marché d’espaces tiers « dépourvus de tout lien au territoire », autant que l’instrumentalisation et la « mise en dispositif des tiers-lieux par la puissance publique, qui bride leur puissance démocratique et avec elle leur créativité ». Bref, loin des généralisations et des prêt-à-penser, l’analyse de la pratique au prisme des droits culturels constitue pour les tiers-lieux un horizon éthique particulièrement fécond et stimulant, qui pourrait bien contribuer à préserver leur « capacité instituante ».

””

Source: <https://observatoire.francetierslieux.fr/les-droits-culturels-en-lieux/>

A LA DÉCOUVERTE D'ESPACES COMMUNS

Quand j'ai démarré la formation, et que je racontais autour de moi ce projet de DU, j'ai beaucoup utilisé la notion de « tiers-lieux » pensant que mes interlocuteurs pourraient davantage se figurer. Or, même si l'expression est utilisée dans bon nombre de médias et communications depuis une dizaine d'années, ce n'est pas pour autant qu'elle parle à tout le monde. Je me suis donc documentée pour savoir d'où elle venait et si finalement elle recouvrait la « réalité » dont je souhaitais m'emparer.

La notion de tiers-lieux est la traduction littérale du concept de « third places » introduit par le sociologue américain Oldenburg à la fin des années 80, et qui fait référence à ces espaces « tiers » à mi-chemin entre le travail et la maison, entre l'espace public et l'espace privé, où des personnes peuvent se rencontrer, se réunir et échanger de façon informelle.

« Un espace physique prévu pour accueillir une communauté afin de permettre à celle-ci de partager librement ressources, compétences et savoirs » [1]

Reprise et réorientée par le sociologue Antoine Burret qui a participé à la création et au développement de tiers-lieux en France, la notion s'est affranchie de l'espace physique à proprement parler pour signifier davantage une « configuration sociale » somme tout ordinaire selon lui :

« Plusieurs personnes indépendantes les unes des autres se rencontrent pour concevoir et administrer ensemble quelque chose – qu'il s'agisse d'une recette de cuisine, d'un service informatique ou d'un texte de loi » [2]

Je commence à comprendre que l'enjeu n'est pas tant de se définir comme tiers-lieu, mais de « faire » tiers-lieu: porter son attention à la démarche plus qu'aux murs.

Pour autant c'est une autre notion qui sert de « support » pour notre formation, et dont le parti pris m'a intéressé puisque l'idée n'est pas tant celle du « tiers » (se définir par l'extérieur) mais de s'attacher aux « choses communes » et à la dynamique collective qu'il s'agit de travailler pour les gérer.

« Seront ainsi considérés ici comme espaces communs des lieux réunissant plusieurs conditions : l'existence d'une communauté intentionnelle, émergeant autour d'un besoin commun, et – pour y répondre – identifiant et occupant un lieu pour en faire une ressource mutualisée, laquelle s'inscrit ensuite dans un dialogue constant et itératif avec la communauté qui en est à l'origine. » [3]

[1] « Définition » sur Tiers-Lieux.be reprise sur la [page Wikipedia dédiée à la notion de Tiers-Lieu](#)

[2] Antoine Burret, [Refaire le monde en tiers-lieu](#) dans la revue l'Observatoire | Cairn.info

[3] Petit doute sur la référence, mais il me semble que c'est issu d'une session Focus en visio sur les référentiels des Espaces communs / Arnaud Idelon

Je repère alors une notion à mettre en jeu via le prisme des droits culturels :

Une communauté intentionnelle, comment ça se fabrique ?

Comment on choisit et se choisit, au départ d'une histoire de « lieu commun » ?

Et comment prendre soin des relations qui sous-tendent de tels collectifs pour qu'ils puissent se composer – voire se dé-composer – dans le respect de chacun.e et du groupe ?

Le mot de « communauté » fait en effet partie du lexique au cœur des droits culturels.

Un mot qui n'a pas été sans créer des débats dans mon contexte de travail et plus largement dans la société, mais qui, à la lumière de mon parcours de formation au sein du DU, me semble reprendre un sens et un souffle nouveaux.

Dans le cadre des droits culturels, la communauté s'applique à un groupe de personnes qui partagent des références constitutives d'une identité culturelle commune, qu'elles entendent préserver et développer.

Une notion en écho aussi à celle des « communs », qui rejoint les projets de ces lieux de médiation entre un individu et un groupe, ces « tiers-lieux » imaginés autour de biens communs à gérer collectivement.

J'ai l'intuition qu'il y aurait peut-être matière à se réapproprier ce mot par la pratique concrète d'espaces communs y compris dans un cadre institutionnel comme le mien: dans un contexte de liens fragilisés, où des personnes peuvent se sentir isolées, exclues de tout un ensemble de ressources, pour des structures aussi qui peinent à maintenir le lien avec des salariés « volatiles » ; proposer une nouvelle forme de contrat ensemble.

« Toute personne désireuse de participer, d'aider au développement des activités, de prendre soin de l'espace partagé est bienvenue ! »



LES ETAPES DE MON PARCOURS

Viellir Vivant

Session immersive

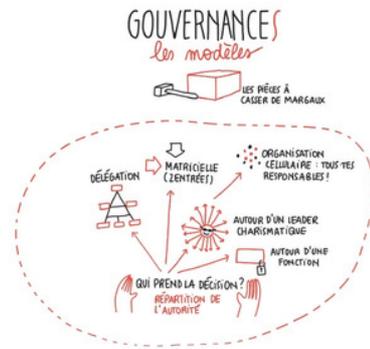
A Ambert
Avec Carton Plein
28, 29 et 30
septembre 2022



Gouvernance

Session FOCUS

A Paris
6 et 7 décembre 2022



Le Grandes Voisines

Session immersive

A Francheville
5, 6 et 7 avril 2023



Publics et Programmation

Session FOCUS

A Marseille
23 et 24 mars 2023



COMMUNA

Session immersive

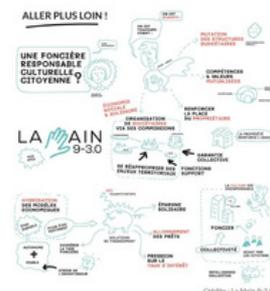
A Bruxelles
11,12 et 13 octobre
2023



Modèles économiques

Session FOCUS

A Paris
16 et 17 mai 2023



MON CARNET DE NOTES

AVEC VIEILLIR VIVANT

J'entre dans le grand bain par la grande échelle.

Et si l'espace commun c'était le territoire, plutôt qu'un lieu donné ? La communauté alors... les habitants, dans leur ensemble ? Car dans cette session, nous avons fait quelques kilomètres à pieds et en voitures, pour découvrir tout un écosystème de lieux et d'initiatives.

Je découvre la notion de seuils annonciateurs.

Au fond, comment on arrive dans un espace commun. « Personne ne va entrer comme ça et dire : je veux faire partie du CA ! ». Qu'est-ce qui fait un accueil ? Qu'est-ce qui fait passer une porte et donner envie d'aller plus loin ? Comment on est accompagné pour découvrir un lieu et y trouver sa place ? Et pourquoi pas un lieu avec plusieurs portes d'entrée, au sens propre comme au sens figuré... Si ça peut faciliter son accès.

Je repère l'enjeu derrière nos manières de nommer qui peuvent jouer en faveur ou défaveur des identités singulières ; les risques de généralisation voire stigmatisations à parler « des vieux » comme d'autres « des jeunes ». A évoquer « les habitants », sans s'y inclure, et pourtant...

Je découvre le travail de recherche autour de **l'habitat inclusif** et cette question qui me taraude :

Quand la puissance publique orchestre la création de ces lieux « communs », cela se fait-il au détriment de communautés qui s'auto-choisiraient ? L'habitat inclusif objet de commandes publiques peut-il vraiment faire **habitat partagé** ?

Je vois aussi que les espaces communs c'est un art de conjuguer les temps pour travailler les collectifs, entre **expériences tests** éphémères et rêves d'**installations plus pérennes**.

communauté et altérité, en encourageant les **espaces entre pairs** tout en inventant des manières de se croiser.

Et je cueille des ressources utiles pour la suite

[L'Espace de vie sociale](#), comme levier de financement et modalité d'action

La [boîte à outils](#) « Tiers-Lieu dans mon ehpad », inspirante

[La marche](#) comme modalité d'observation du territoire

[Les compétences graphiques](#) nécessaires pour donner forme et vie à projet

MON CARNET DE NOTES

SUR LA GOUVERNANCE

Je prends la mesure du mot, qui tend autant vers la science avec ses modèles, que vers le bricolage avec ses expérimentations.

La gouvernance, c'est l'organisation du pouvoir et ce jeu d'équilibre entre ouverture et gestion du risque.

C'est une histoire de charpente et de mouvement.

Ce n'est pas que du juridique. C'est dire aussi ses limites.

Je repère qu'on peut commencer à créer une communauté même sans lieu. Avec une forme juridique même éphémère. Tester, là encore.

Dans les différentes formes juridiques balayées, je commence à m'interroger sur **la place des personnes accompagnées par des structures sociales** parties prenantes de ces espaces.

A quel(s) endroit(s) trouvent-elles une place dans une Association, une S.A, une SCOOP... Je repère notamment la Société coopérative d'intérêt collectif, et note des expériences associant aux collègues décisionnaires, des habitants (comme à la Friche de la Belle de Mai), ou encore des usagers.

Plus largement, et au-delà de la forme juridique (puisque « d'une SCIC on peut aussi en faire une dictature ! »), je me demande comment se donner les conditions d'une **communauté inclusive** ?

Dans l'attention portée aux **noms** donnés aux personnes dans l'équation de cette organisation collective (les "bénéficiaires", les "administrés"...)

En se donnant **les moyens et le temps pour les intégrer**, qu'elles puissent tester leur place progressivement et bénéficier de l'ensemble des ressources nécessaires à leur implication (informations, formations, ...).

Proposer **différents rôles** possibles (CO-animer, CO-rédiger...), et utiliser des **leviers d'implication** : compensations, budget participatif...

Je repère aussi la place des figures charismatiques et des relations personnelles, dans la création des collectifs. Et il me semble que peu sont à l'initiative de personnes accompagnées par les structures sociales impliquées dans ces projets. Alors je me prends à « rêver » d'expériences un peu différentes (>> Partie 3 du TP – Rêver un peu...).



Et je cueille des ressources utiles pour la suite:

L'expérience de la participation avec Oscar & Communa

L'[Université du nous](#)

MON CARNET DE NOTES

SUR LES PUBLICS ET LA PROGRAMMATION

Le sujet de l'enquête émerge pour moi comme terrain d'exercice des droits culturels des personnes, grâce à différentes expériences partagées par les intervenants de la session :

- L'enquête sensible avec Pascal Le Brun-Cordier
- Le diagnostic de territoire avec Marie Fischer

Des supports qui me seront très utiles pour la suite >> Partie 3 - Rêver un peu

La session s'organisant à Coco Volten à Marseille, ces méthodes sont **mises en pratique** par l'écoute active, la marche sensible dans le quartier de Belsunce alentour, à la rencontre de personnes, pour certaines prévues, d'autres moins.

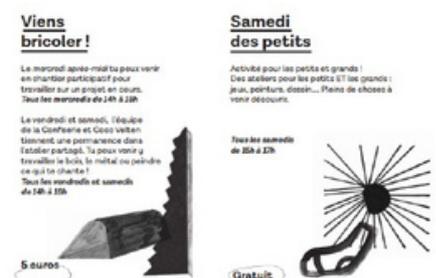
Autant de façons de repérer les ingrédients d'un **récit** comme point de départ pour une programmation culturelle contextualisée.

Mais faire avec des personnes, ce n'est pas uniquement les « interroger », c'est aussi proposer des espaces-temps dans la semaine, dans l'année, pour permettre au lieu de vivre de leurs propres invitations.

Et jouer sur les juxtapositions pour faire le pari de la rencontre, quand l'envergure du site le permet.

Avec l'équipe de Coco Volten, on parle aussi de l'importance de la communication dans ce travail de relation aux personnes : **la forme et le format, le choix des mots**, les partis pris mis en avant dans les éditos...

Et puis ici apparaissent les **personnes-passerelles** que sont les enfants, avec lesquelles et autour desquelles, d'autres relations se tissent.



MON CARNET DE NOTES

AUX GRANDES VOISINES

« **Donner un maximum de choix** » est le fil conducteur de la session, depuis l'achalandage de l'épicerie sociale jusqu'à l'ensemble des ressources du lieu.

Je note qu'un ERP tardif permet à la communauté d'apprendre déjà à vivre ensemble, à leur échelle, avant d'ouvrir à d'autres.

C'est aussi l'occasion de plonger dans la vie de la gouvernance et des comités, repérer encore ici les effets des choix des noms, des lieux, horaires et fréquences de ces instances, leur rôle selon les personnes concernées, tester une **diversité de modalités de participation** (le barbecue qui mobilise, les outils numériques plus clivés, et toujours casser les codes hiérarchisant, inhibant ... **sortir des mots catégoriels**).

Avec les porteurs de projet, je repère le « contrat d'occupation » comme moyen pour formaliser les différents modes de participation (prendre part, apporter une part, prendre sa part – dans le lieu).

Ma curiosité vient enfin à se poser sur le **cercle des P'tites voisines**. Offrir un espace d'échange et de décision entre pairs, ici à hauteur d'enfants, un responsable de site les accompagne pour l'organisation mais ensuite ce sont eux qui décident de leurs sujets, tout comme de leurs invités !

Au niveau des professionnels du travail social, je découvre que les espaces communs sont des espaces d'expérimentation d'autres modes de **coopération** ; ils permettent de sortir d'organisations figées par le « statut » pour privilégier les intérêts et compétences des personnes ; aussi tester le management collégial, les directions tournantes.



MON CARNET DE NOTES

SUR LES MODELES ECONOMIQUES

Grace aux travaux de Carine Sit

Je découvre la notion d'**économie contributive** et l'enjeu de reconnaissance de ces moyens mobilisés, aux côtés du « financier », qui me semble rejoindre une dimension des droits culturels : une manière de participer (prendre part, prendre sa part) par du bénévolat, par des dons ...

Je découvre à cet endroit le projet de l'Hôtel Pasteur et son « [modèle éco](#) » inspirant, qui se positionne comme un « bien commun » entre économie publique et privée, et rebat les cartes et positionnements entre « producteur » et « consommateur », « gestionnaire » et « bénéficiaire », dans une logique de réciprocité au cœur du modèle contributif.

Je réalise la richesse que constitue un **Patrimoine**, à tous les sens du terme ! Car la plupart des espaces communs sont fragilisés par le poids de la redevance due à un propriétaire, et autres incertitudes liées... Or la Fondation pour laquelle je travaille est propriétaire de plusieurs biens dont certains susceptibles d'évoluer vers des espaces communs. A creuser...

Je découvre en lien, la notion de Foncière solidaire qui permet de travailler autrement le partenariat, l'inclusion et la communauté ; en cherchant à maîtriser davantage la chaîne de valeurs autour de l'occupation du lieu, en repositionnant « le sol » comme bien commun. Remettre **les besoins et droits des personnes, avant les intérêts spéculatifs.**

Je m'interroge aussi sur le **modèle économique de l'intérêt général**: il ne suffit pas d'afficher cet enjeu pour justifier de sa cohérence avec le projet d'un lieu. Ceci nous engage sur la voie de l'évaluation et de la mesure d'impact quand il s'agit d'argumenter la contribution sociale d'un projet prétendant à une forte dominante de subventions publiques.

Et je cueille une nouvelle ressource en passant :
[COMMUNE MESURE](#)

MON CARNET DE NOTES

SUR LES MODELES ECONOMIQUES

Je mesure aussi les risques d'une économie de la promesse, où l'activité repose pour beaucoup sur l'engagement au-delà des horaires, au-delà des fiches de postes, au nom du projet et de ses valeurs... avec à la clé beaucoup d'épuisement qui a un « prix » rarement traduit dans les bilans financiers finalement. Or le défi pour le modèle économique de ces lieux, c'est de considérer les humains et plus largement les vivants comme une ressource dont il s'agit de prendre soin et d'accompagner leur développement.

Je repère à nouveau **l'enjeu autour des mots** dans les travaux de Carine.

Éléments de langage	
Lexique d'un lieu traditionnel de l'économie marchande	Lexique d'un espace commun (inspiré notamment du vocabulaire d'usage à l'Hôtel Pasteur, Rennes et du collectif d'urbanisme temporaire Plateau Urbain)
Rapport d'activités	Rapport d'utilité et d'activité
Segments de clientèle	Typologie de Bénéficiaires / Contributeurs
Résident	Hôte
Païement / Prix	Contribution / Participation aux frais
Profit	Valeur financière résiduelle / dégagée
Membre	Adhérent
Contrat	Cadre de réciprocité
Loyer	Redevance
Valeur marchande	Valeur d'usage

Plus largement dans la session, je comprends que des associations du secteur social parties prenantes de ces espaces peuvent être une des ressources économiques importantes pour financer les postes transversaux de lieux. Et de me demander dans ce cas, derrière cette opération, **qui finance vraiment ces espaces et temps à la croisée des usagers** : les autorités responsables des hébergements d'urgence, les agences régionales de santé... ?

Au syndrome de la case molle où l'on se renvoie la balle pour le financement de ces lieux hybrides, fait écho la petite schizophrénie d'orientations politiques prônant les coopérations, ouvertures et inclusions, avec des grilles comptables encore bien cloisonnées.

MON CARNET DE NOTES

AVEC COMMUNA ET AUTRES OCCUPATIONS TEMPORAIRES BRUXELLOISES

Je termine mon parcours à Bruxelles, avec une session immersive un peu particulière, combinant la thématique de l'urbanisme temporaire et la question de la reconnaissance des compétences en jeu dans le D.U au niveau européen.

Notre collectif mêlera donc des regards venant de différents pays (Belgique, Suisse, Italie, Lettonie et France).

Où l'on mesure que **le contexte historique, politique et institutionnel, joue sur la forme et les logiques de développement des espaces communs.**

La Belgique par exemple est un pays fondamentalement libéral.

Les choses s'organisent globalement dans une très grande liberté, tout autant pour les acteurs associatifs que les acteurs lucratifs, entre le formel et l'informel. Un "joyeux bordel", diront certains, mais qui tient dans une certaine culture du compromis aussi.

L'urbanisme transitoire émerge dans une longue histoire de fabrication de la Ville (de Bruxelles notamment), qui aboutit à une situation de vacance massive dans le centre même, et dont les pouvoirs publics vont se (re) saisir assez tardivement. Dans ces interstices, vont naître des initiatives collectives, mêlant hébergements et autres activités communautaires avec des principes d'organisation impliquant les résident.es. Avec l'idée d'ouvrir aussi au voisinage mais dans le respect de la vie privée et du premier cercle des concerné.es.

Comment s'organise-t-on dans les Bureaux Partagés ?

GESTION PARTAGÉE

4 ACTIONS

OCCUPANTE

Chaque.e est inscrit.e dans une équipe de ménage et s'organise avec celle-ci pour effectuer son shift mensuel.

SHIFTS DE MENAGE

PARTICIPATION ASSEMBLÉES

MISSION D'AUTOGESTION

POT COMMUN

Chaque personne contribue à un budget commun. Gérer la trésorerie et faire les courses sont des missions d'auto-gestion assurées par différentes personnes, dont tout le monde. Le montant par personne varie selon notre nombre et nos besoins.

Chaque personne prend une petite ou grande tâche dans la co-gestion (à concevoir selon les besoins, et à noter dans le tableau de suivi sur le Drive).

20 qui nous permettent de transmettre des infos, connaître les avancées des projets, améliorer la gestion quotidienne des Bureaux, discuter des sujets qui nous préoccupent.

OUTILS

TABLEAU DES SHIFTS DE MENAGE

L'APP SLACK

2 AGENDAS

TABLEAU DES MISSIONS

TABLEAU DU POT COMMUN

Excel

Excel

Sur le sujet de la communauté, la session est aussi l'occasion d'aborder l'histoire de COMMUNA et sa gouvernance qui s'est fabriquée pendant de nombreuses années dans un esprit de "famille" et qui aujourd'hui du fait d'un changement d'échelle, suppose de réfléchir à d'autres fonctionnements. **Un collectif aguerrri à la pratique d'auto-gestion**, qui documente ses logiques d'action dans des guides mis en partage et actualisés.

Et je note une ressource en passant :

[Reinventing organization - version illustrée](#)

Diplôme universitaire - Espaces communs

NOVEMBRE 2023



UN DETOUR
des lieux conçus autour de
personnes en situation de
handicap

UN NOUVEAU CHAMP D'ACTION POUR LES ESPACES COMMUNS?

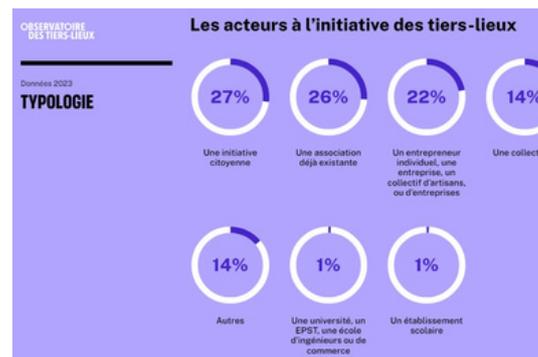
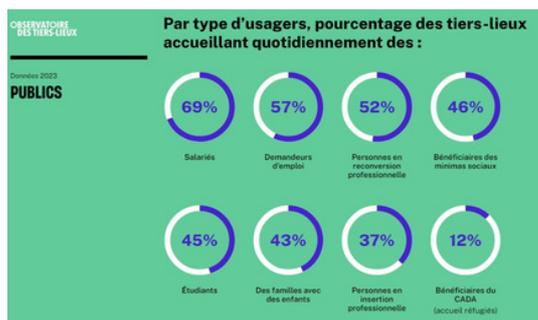
Quand j'ai intégré le D.U, j'ai souhaité porter une attention à la place des personnes en situation de handicap dans la dynamique de ces projets, et plus particulièrement pour celles accompagnées par des équipes médico-sociales.



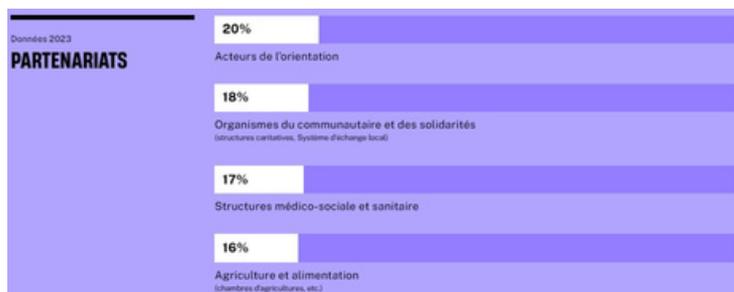
Pour me figurer les initiatives en la matière, j'ai commencé par me plonger dans les **données de France Tiers-Lieu** et le premier défi fut celui de « qualifier » ma recherche. La prise en compte du handicap peut porter en soi un risque de catégorisation et de réduction des personnes à cette situation spécifique, pour autant il me semblait intéressant de voir comment cette donnée apparaissait dans la cartographie et le panorama 2023.

Un premier constat général dans le recensement des lieux de cette année : l'information relative à l'implication de personnes en situation de handicap et de celles travaillant à leurs côtés est difficile à trouver.

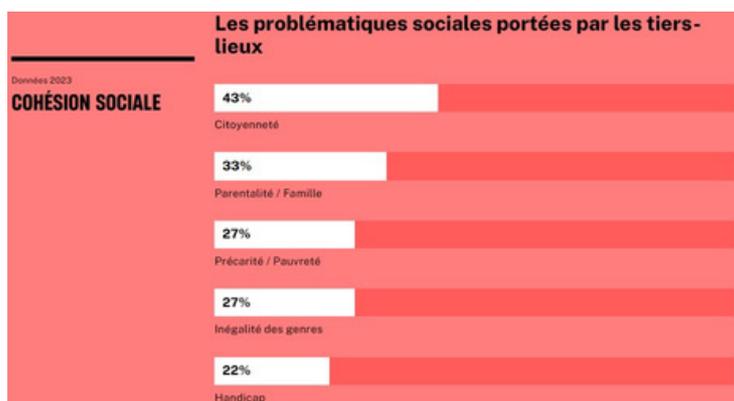
Pas de donnée directement reliée au niveau des Activités principales des lieux recensés, pas d'information non plus au niveau des principaux Acteurs de ces lieux, ni au niveau des Publics catégorisés.



Les structures médico-sociales apparaissent finalement relativement à la marge, dans la rubrique dédiée aux partenaires plutôt qu'aux fondateurs : **17%** des tiers-lieux sont en partenariat avec les structures d'accompagnement de personnes en situations de handicap et/ou vieillissantes.



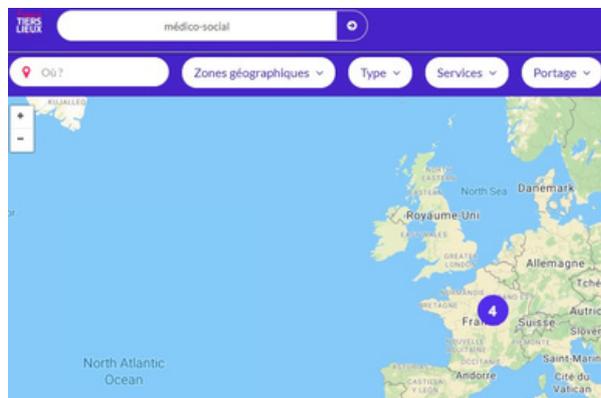
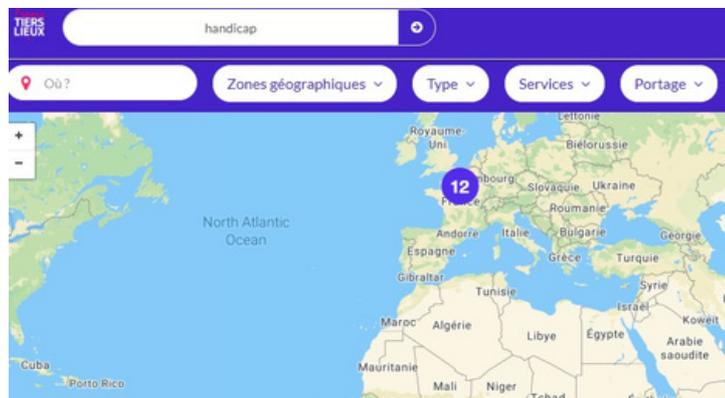
Et le mot de handicap est lui aussi mis en jeu assez tardivement dans l'organisation des données, repéré plus bas et plus loin, dans la notion de «problématiques» portées par des tiers-lieux dont **22%** sont identifiés en lien avec ce sujet.



Du côté de la cartographie, même petit exercice d'enquête et là aussi, la logique des modules de recherche tend à proposer des catégories pour tous et toutes, sans entrée par « publics spécifiques », même si on peut laisser supposer que derrière le service « Action sociale », « Habitat » et/ou « Soins », il pourrait y avoir une modalité d'accompagnement pour des personnes en situation de handicap.

Donc sur les 3531 lieux cartographiés en France :

12 sont identifiés avec le mot-clé « Handicap » (avec un doublon répertorié)
4 avec celui de « médico-social ».



Même si on peut « espérer » que cette relative « absence » laisse augurer des espaces suffisamment ouverts et accueillants pour permettre la participation de personnes, quelque soit leur situation et surtout au-delà de celle-ci, il me semble que ces mentions marginales laissent quand même entrevoir un nouveau champ d'action possible pour créer du commun entre des personnes (certaines en situation de handicap, d'autres non), et des acteurs locaux – parmi lesquels, les structures d'accompagnement médico-social.

Un nouveau champ d'action, dont se sont saisis des collectifs et institutions du secteur.



Tiers-lieux (4) : de nouveaux outils de soin ?

De plus en plus d'organisations de la santé et du médico-social, en particulier des EHPAD, s'inspirent du modèle des tiers-lieux voire en créent eux-mêmes.

“ Parmi les champs d'action identifiés par France Tiers Lieux dans son rapport de 2021, on ne trouvait pas trace de la santé. Ni même du soin. Seule surgissait parfois la notion floue de « bien-être ». Alors même si, selon ce rapport, un gros tiers de ces espaces ont développé des actions spécifiques en faveur de l'accueil des personnes en situation de handicap, on peut affirmer qu'il s'agit bien d'un nouveau champ pour la culture des tiers-lieux. Et d'un développement bienvenu au moment où ceux-ci semblent, après leur formidable essor, arriver à la croisée des chemins...

”

<https://www.solidarum.org/sante/tiers-lieux-4-de-nouveaux-outils-de-soin>

PETITE CARTOGRAPHIE SUBJECTIVE

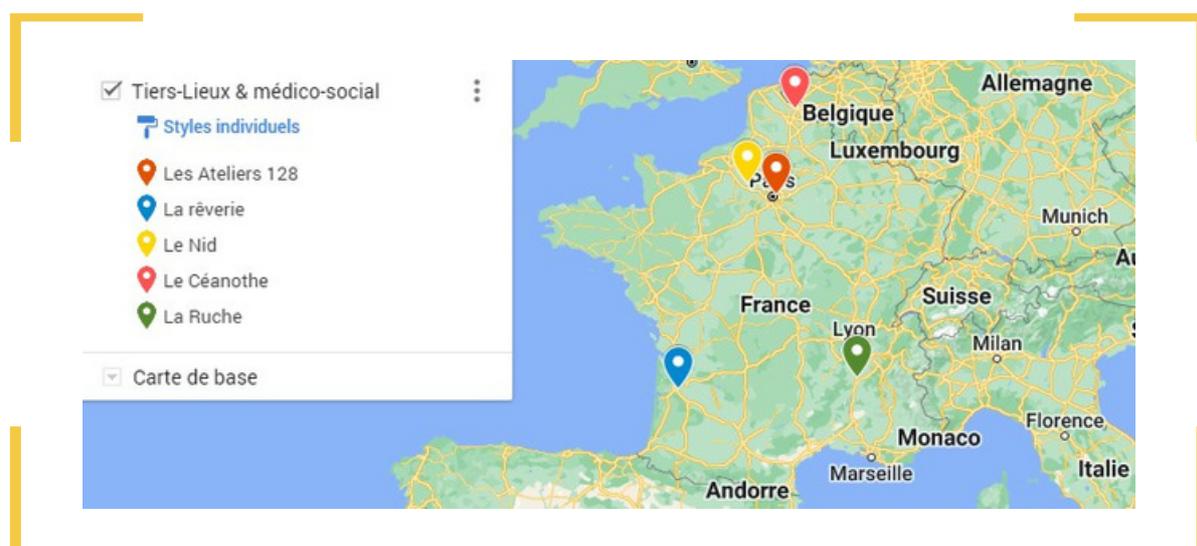
Si dans mon parcours professionnel j'ai pu croiser la route d'espaces tiers créés au sein d'établissements hospitaliers (tels que le [3 bis f](#) installé à l'hôpital psychiatrique d'Aix-en-Provence, ou encore le [Vaisseau](#) installé dans un centre de réadaptation à Marne-la-Vallée), aussi découvrir dans le cadre du D.U la dynamique à l'œuvre au sein des Ehpad « orchestrée » par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) avec l'accompagnement du programme *Viellir Vivant*, j'ai souhaité compléter mon repérage dans le champ spécifique de l'accompagnement des enfants, adolescents et adultes en situation de handicap.

A la Fondation, on accompagne ces personnes, quelque soit leur âge, sur le plan de l'éducation, de la formation et du travail, du soin, de l'habitat et de la participation la vie sociale et culturelle.

Cela se traduit par des modalités d'accompagnement aux sigles multiples – la « galaxie » du médico-social (IME, ITEP, SAVS, ESAT...), aux résonances souvent opaques pour le grand public.

Et les situations de handicap sont elles-mêmes très variées (cela peut concerner des déficiences sur le plan mental, sensoriel, comportemental...), des situations aussi bien différentes d'une personne à une autre.

Zoom sur 5 projets intrigants portés par ou avec des organisations médico-sociales.



Quelques infos sur ces projets



Ouverture en 2022

Un projet de la Fondation Falret, gestionnaire HUB social et solidaire promoteur de Santé Mentale et d'Inclusion Sociale en plein cœur de la cité, animé par des personnes en situation de handicap psychique. **350m², 40 bureaux, 1 fabrique numérique** équipée de 12 machines pour designers, architectes ou étudiants, **1 fabrique culinaire, 200 membres** dont des travailleurs et travailleuses d'ESAT.

Site internet [Les Ateliers 128](#) On en parle [sur les ondes](#)



Ouverture en 2024

Un projet de l'association Les Hirondelles, en partenariat avec l'APEER – association médico-sociale Une seconde vie pour le Château de l'Institut médico-éducatif de Tilly, avec la création d'un tiers-lieu culturel et inclusif

1500 m², 1 laboratoire de création pluri-artistique - **70%** pour la création d'œuvres, **30%** pour la diffusion, des rencontres et des ateliers ouverts à tous et toutes, notamment aux enfants et jeunes de l'IME.

Site internet : [Le Nid](#) On en parle [dans la presse](#)



Ouverture en 2022

Un projet de l'association Les Papillons Blancs, gestionnaire

Espace libre et citoyen, pour rendre perméable la vie de la résidence et celle de la cité

Résidence intermédiaire de **22 logements** intégrant 4 espaces (**café-petite restauration, médiathèque, numérique et coworking**), 1 programmation d'**ateliers, rencontres, concerts et événements**.

Membre du réseau de la Compagnie des tiers-lieux

Site internet : [Le Céanothe](#) On en parle [dans la presse](#)



2021-2022

Projet porté par l'association La petite sœur (d'OREAG). Créer des ponts entre les milieux dits « ordinaire » et « spécialisé » au travers une démarche de recherche-action et la création d'espaces tiers au sein d'établissements médico-sociaux.

400 m² investis au sein de l'ITEP Louise Liard, par **17 associations et artistes** choisis via **1 Appel à candidature**, pour proposer ateliers, rencontres, projets partagés et discussions « au débotté ».

Site internet [La Petite Sœur](#) On en parle [dans la presse](#)



Ouverture en 2023

Un projet de l'Institut La Teppe, établissement de soins Un tiers-lieu écologique et solidaire au cœur du premier lieu de soin pour personnes souffrant d'épilepsie

150m² destiné aux échanges, à la coopération et à la solidarité avec : **1 espace « café », 1 espace lecture, 1 espace de co-working, 1 programmation** d'expositions et de projections, des **ventes de produits locaux**... A cet espace spécifique s'ajoutent d'autres lieux d'ouverture sur la cité : 1 Théâtre, 1 Matériauthèque, et 1 vaste parc – support de différents usages et activités.

Site internet : [La Ruche](#) Un projet [à la recherche de mécènes](#)

Paroles d'une actrice de ces projets

Sabrina Ben Ali / association la Petite Sœur



Je suis chargée de recherche pour une association médico-sociale, l'OREAG, qui accompagne 2000 jeunes en Gironde dans les champs de la protection de l'enfance, de la protection judiciaire et du handicap psychique.

Dans ce cadre, j'ai lancé une démarche de recherche-action pour laquelle nous avons créé une association qui s'appelle La Petite Sœur. Il s'avère très compliqué d'ouvrir vers l'extérieur les établissements dont s'occupent les associations gestionnaires d'établissements sociaux et médico-sociaux, alors même qu'il est essentiel de préparer les jeunes et la société au moment où ces jeunes citoyens devront sortir des espaces de prises en charge.

L'enjeu de La Petite Sœur est dès lors de faire entrer « l'extérieur » à l'intérieur des établissements. Sa première action a été de profiter de 400 m² non affectés au sein de l'Institut thérapeutique éducatif et pédagogique Louise Liard Le Porz au cœur de Bordeaux.

Nous avons mis cet espace à disposition de collectifs associatifs ou artistiques, qui, pendant un an, se sont adaptés à ce milieu spécifique, se sont rendus disponibles, au quotidien, à la rencontre avec ses jeunes. Âgés de 6 à 21 ans, ceux-ci ont très bien vécu cette cohabitation. Ils ont apprécié le regard bienveillant d'adultes ne faisant pas partie du personnel, qui ne leur demandaient rien, si ce n'est de partager avec eux des moments comme dans un village.



ARTISTES
ARTISANS
BRICOLEURS

des espaces disponibles à :

LA RÉVERIE

La Petite Sœur est un jeune collectif qui vous propose de vivre un espace-temps de rencontres improbables.

Pour ce faire, La Petite Sœur vous invite à poser vos valises le temps d'une semaine au milieu d'un hectare pas comme les autres Barrière St Genès à Bordeaux.

Depuis Juin, le DITEP OREAG Bordeaux Centre* a ouvert ses portes et propose une cohabitation hors normes entre la jeunesse « Replienne » et des collectifs ayant le goût de l'autre. Structures de l'ESS, acteurs artistiques, associations, créateurs d'activités et autres rêveurs composent cet espace. Pourquoi pas vous ?

Pour remplir les espaces vacants, La Petite Sœur cherche des artistes, des bricoleurs ou toute autre activités où les mains fabriquent quelque chose.

Chacun pourra profiter de ces espaces pour continuer de penser à soi et fabriquer ses propres rêveries mais une part de rêverie collective sera à imaginer pour faire vivre le lieu et l'ouvrir aux autres le temps des week-ends et vacances scolaires.



Pour en savoir +
[Rapport d'activité 2021](#)

L'image de l'établissement dans la cité a lui aussi changé, car nous avons organisé une ouverture publique mensuelle de ce lieu qui reste habituellement fermé. Et aujourd'hui, nous poursuivons notre démarche au sein d'un centre éducatif fermé. [...]

Nous avons eu la chance de bénéficier d'espaces suffisamment séparés de l'ensemble de l'Institut, ce qui a permis d'éviter le côté intrusif de toute cohabitation forcée.

Pour aller dans cet espace, dont nous avons transformé l'esthétique et que nous avons appelé La Rêverie, il fallait le vouloir. Il était marqué, repéré en tant que tel par nos publics. Ensuite, il avait ses propres codes, sachant que ses collectifs ont été choisis pour leur capacité à faire face et à tisser des relations avec des jeunes dont l'accès n'est pas facile.

Les professionnels ont d'ailleurs remarqué que les jeunes s'y présentaient comme à l'extérieur. Ils disposaient, grâce à ce pas de côté, d'une possibilité d'échapper au regard associé à leur handicap au sein de la structure, et d'un lieu où souffler, voire gérer des moments de crise, tel une soupape : « Là, je vais à La Rêverie... »

À côté de lieux de soin identifiés, il s'agissait d'un espace de respiration, où être entouré d'autres personnes que des psys, pour faire de la photo, de la céramique, ou juste s'asseoir et discuter.

[...] Enfin, les jeunes ont été touchés que des adultes aient envie de vivre avec eux : ils sont venus les remercier à la fin de l'expérience. [...]

Décloisonner nécessite le partage d'une vision. Sinon l'invité devient vite un bouc émissaire. L'un des enjeux est de tisser une narration commune, même si chacun a une place différente, justement parce que chacun a une place différente.

Vis-à-vis des équipes et des résidents comme des invités, l'opératrice du décloisonnement joue un rôle pivot, pour écouter, comprendre, débriefer, transmettre les envies et soucis de toutes et tous. C'est une interface et une traductrice, raccordant des sensibilités et des temporalités très disparates, par exemple entre les artistes et l'institution. Ce qui m'a aidé pour jouer mon rôle d'interface a été ma double appartenance : d'une part salariée de la structure gestionnaire (L'OREAG) ; et d'autre part responsable de l'association créée (La Petite Sœur).



Source: [Pourquoi et comment décloisonner le soin et l'accompagnement - Solidarum](#)

DE QUOI CES INITIATIVES MEDICO-SOCIALES SONT-ELLES LE SIGNE?

Une Histoire faite de murs et de cloisons

Les institutions médico-sociales ont «œuvré» pendant plusieurs décennies à « mettre à l'abri » des personnes dites «vulnérables» pour les «protéger» de situations a priori inadaptées à leurs besoins.

Ceci s'est traduit par la création de « places » dans des espaces refuges et ressources que sont les établissements médico-sociaux.

La logique de soin et d'accompagnement s'est donc fabriquée dans un mouvement fait de cloisons.

A l'occasion des Rencontres solidaires de la **Fondation Cognacq-Jay** organisées en mars 2023 au 104, à Paris, [une table-ronde a été organisée sur le sujet du décroisement du soin et de l'accompagnement](#). Dans ce cadre, **Jean-Luc Fidel, Directeur général de la Fondation** a partagé son éclairage sur les raisons de cette histoire faite de murs de protection:



Notre système de la solidarité entier s'est élaboré selon cette logique, pour rentrer dans des silos de financements, des silos d'activité, des silos d'expertise et de compétences sur des territoires donnés. Toute notre démarche de développement des services a eu tendance à mettre les «sujets de la solidarité» – les bénéficiaires – dans des catégories. [...]

En particulier au XXe siècle, les opérateurs du sanitaire, du social et du médico-social ont inscrit leur action dans du bâti, souvent en périphérie des villes, autour de « l'hébergement » des personnes. Or cet hébergement, justifié par une nécessité de protection des personnes résidentes comme à l'inverse à l'extérieur des établissements, masquait un enfermement ou du moins une mise à l'écart de la société. Depuis une vingtaine d'années, la tendance est tout au contraire de réduire ce temps de mise à l'écart, « hors société », de la personne. [...]

J'ajouterais une explication au cloisonnement, d'une nature différente: pour un opérateur, il est beaucoup plus facile de croître sur un socle de légitimité, sur une aura d'expertise déjà acquise, donc sur des services et des modèles de fonctionnement éprouvés, et ainsi de reproduire ce que vous savez faire.



Or aujourd'hui constat est fait des limites de ce système et de la nécessité non pas de donner une « place » pour ces personnes dans une institution spécialisée, mais d'accompagner leur parcours qui se traduira en une diversité de projets réalisés en divers lieux.

Ce qui n'est pas sans impact sur le travail social et son organisation.



Il y a une nécessité pour tous les opérateurs d'aller vers une forme de décloisonnement, qui se traduit en deux mouvements : d'une part ouvrir les lieux, d'autre part sortir des structures. (...) Je pense en effet qu'on ne peut décloisonner avec une structure pyramidale, verticale. Le décloisonnement et le travail en partenariat supposent d'avoir des structures internes les plus horizontales possibles. Le décloisonnement est aussi le fruit d'un état d'esprit, d'une culture partagée et d'une volonté managériale. [...]

Là où le modèle du contrôle et de la surveillance incite au repli sur soi et à la fermeture, un management ouvert et soucieux du bien-être des professionnels favorise l'ouverture d'esprit, y compris vis-à-vis de nouvelles idées ou de nouveaux partenaires, justement... Enfin, je soutiens que le décloisonnement est une forme d'hygiène institutionnelle : il crée les conditions de la bientraitance. Travailler sous le regard d'autrui, de bénévoles et de multiples partenaires est la meilleure solution pour réduire les risques de maltraitance. C'est donc aussi une forme efficace de maîtrise des risques institutionnels.



(Jean-Luc Fidèle)

Promesses et points d'attention autour de ces projets

Dans ce mouvement de décloisonnement, naissent donc des initiatives d'espaces communs portés par des structures médico-sociales.



Au-delà de la toute petite cartographie élaborée plus haut, les projets de tiers lieux de solidarité se multiplient.

Pourquoi cet intérêt ?
Quelles en sont les promesses ?

C'est à ces questions que le magazine en ligne Solidarum a tenté de répondre avec l'article de Balthazar Gibiat consacré à la thématique : [Tiers-lieux, nouveaux outils de soin ?](#) Repérant différentes pratiques faisant entrer « l'esprit tiers-lieux » dans des institutions jusqu'ici fermées.



Des variantes de tiers-lieux se créent ou déjà s'imaginent depuis peu au sein d'institutions pourtant traditionnellement très fermées (hôpitaux, EHPAD, foyers d'accueil psychiatriques, lycées professionnels, etc.) qui, grâce et à travers eux, entreprennent de transformer leurs pratiques. Illustration frappante de ce phénomène, le programme « Un tiers lieu dans mon EHPAD », appel à projets lancé en 2021 par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) pour encourager l'ouverture de ces établissements sur leur environnement. Le moyen ? Une co-construction d'espaces hybrides par les résidents, les habitants du quartier et les acteurs de la vie sociale locale. L'objectif ? Restituer leur pleine citoyenneté aux plus âgés, tout en retissant leurs liens avec les autres générations. Les projets soutenus impliquent donc fortement les résidents, s'efforçant de valoriser leur place de témoins privilégiés de l'histoire et de la culture locale, et de les déplacer de la position passive – et subie – de « bénéficiaires » à celle d'acteurs.



Une ambition qui porte en elle celle de la prise en compte des droits culturels des personnes (ici âgées).

Toujours dans ce même magazine en ligne, j'ai pu découvrir le travail mené par **le sociologue François Huguet**, "chercheur-acteur" investi dans le design à vocation sociales et solidaire.



François Huguet : « S'inspirer des tiers-lieux dans le médico-social »

Selon le sociologue, l'expérience des tiers-lieux culturels pourrait contribuer demain à faire évoluer les établissements

Il s'est intéressé de plus près aux effets des démarches "tiers-lieux" dans le fonctionnement des établissements médico-sociaux, et nous partage quelques points d'attention voire de vigilance sur ce qui peut se jouer dans la transformation d'une institution de soin en un lieu ouvert sur la ville.

- Le premier point est la nécessité d'adaptation des usages et activités envisagés en commun, aux envies, besoins et capacités des personnes accueillies, tout en luttant contre les représentations qui les excluraient de telles ou telles activités *a priori* (le "ce n'est pas pour elles"...))
- Le besoin de formation pour les métiers médico-sociaux engagés dans ces démarches, invités à accompagner les personnes sur la voie de diverses ressources en présence dans le lieu partagé mais aussi à trouver leur place dans ces interactions quotidiennes avec des personnes extérieures
- Le besoin d'inventer des stratégies d'ajustement entre ces projets très ouverts et horizontaux, et les logiques réglementaires et verticalités à l'œuvre dans les institutions médico-sociales
- La vigilance à avoir aussi sur la démarche autour de tels espaces «novateurs», éviter l'écueil d'en faire des vitrines plus que des portes d'entrée vers la vie locale
- La viabilité économique à travailler en argumentant que « faire avec » nécessite du temps, beaucoup de temps, mais que c'est du temps gagné sur des modèles pensés souvent dans la "reproductibilité" (voire dans la rapidité) et sans les personnes concernées
- Enfin, la réflexion pour ne pas dire le combat à poursuivre pour défendre une autre valeur à ces services proposés, pensés dans un véritable **service public de la solidarité**

Des réflexions très en lien avec plusieurs problématiques soulevées dans différentes sessions du D.U, notamment lors de l'immersion aux Grandes Voisines et avec la présentation des travaux de Carine Sit sur les modèles économiques à mettre en regard des projets politiques.

Une transformation à accompagner

Plusieurs organismes gestionnaires d'établissements médico-sociaux sont à l'initiative de missions d'innovations et prospectives spécifiques sur le sujet des tiers-lieux.

Ils sont partis des mêmes constats : le besoin de renouveler les modalités d'accueil et d'accompagnement des personnes au regard d'enjeux externes (mieux agir dans un monde fracturé, avec des besoins sociaux nouveaux et nombreux !), et internes (contribuer à la dynamique locale avec de nouvelles formes d'implication des bénévoles et partenaires territoriaux).

Deux organismes notamment ont engagé des démarches articulées autour d'expérimentations sur des sites pilotes, d'un travail de capitalisation pour essayer plus largement au sein de leurs équipes, tout en veillant à permettre une diversité d'initiatives (partager des manières de « faire tiers-lieux » plutôt que reproduire à l'identique des projets).

A la Croix Rouge française



Source: [Tiers lieux, la stratégie territoriale de la Croix-Rouge](#)

L'expérimentation s'est déclinée sur 2 ans au niveau national avec l'accompagnement de **5 sites pilotes** fléchés spécifiquement sur des territoires ruraux : 3 projets portés par des unités locales et 2 par des établissements médico-sociaux (logements inclusifs, et plateforme multiservice). Ces sites ont été choisis selon leur projet de bâti, la motivation et stabilité de leurs équipes, et possibilités financières de développement.

C'est quoi, un espace commun pour la Croix-Rouge française?

C'est un lieu de rencontre, de partage de compétences, de services et d'activités.

Développé dans un esprit de réciprocité. Chacun donne et chacun reçoit.

Un lieu soucieux de l'ambiance, à commencer par l'accueil et l'esprit chaleureux et bienveillant qui doit l'irriguer. Chacun y est le bienvenu.

Qui propose différentes modalités de participation pour que chacun puisse trouver sa place, et passer d'une place à une autre : usager/contributeur

L'objectif de l'expérimentation : créer une **boîte à outils** pour tout le réseau, à partir des enseignements tirés de chacune des expériences, et permettre le changement d'échelle.



A noter dans les ressources produites:, la série de **podcasts “Dessine-moi un tiers lieu”** qui nous emmène dans les coulisses de ces projets à travers 6 épisodes / 6 essentiels qui traversent le parcours de conception de ces espaces partagés.

Source:

<https://podcastfrance.fr/podcasts/societe/dessine-moi-un-tiers-lieu/>

Aujourd’hui l’action est à la croisée des chemins avec une quinzaine de projets de tiers-lieux identifiés à des stades de maturité variables.

L’enjeu reste celui de la définition d’un **modèle économique viable** et en lien, la capacité à **mesurer l’impact** de tels projets pour argumenter leur essaimage dans un nouveau modèle d’accompagnement (tant en interne dans la direction stratégique qu’à l’externe avec les autorités du secteur telles que les Agences régionales de santé).

Avec le Mouvement Habitat et Humanisme

La démarche est engagée depuis 2014 dans un double mouvement, entre construction d’une culture commune à l’interne et promotion de la dynamique à l’extérieur pour faire entendre la spécificité de ces tiers lieux de solidarité dans le débat public.

Le mouvement a lancé son 1er groupe de travail en 2014 avec les associations locales les plus expérimentées, et représentatif de la diversité des métiers et statuts.

Avec l’objectif de travailler collectivement à une définition de ce que pourrait être un **“tiers-lieu solidaire”** en veillant à permettre une diversité de projets déployables.

Ce groupe s’est élargi en 2021 pour devenir le Club Tiers-lieux solidaires, espace d’**information** et de **formation** permettant de faire vivre ce réseau et de l’outiller dans sa pratique.

Définition des tiers-lieux solidaires d'Habitat et Humanisme

“ Le Mouvement développe des tiers-lieux solidaires pour **recréer du lien social de proximité, décloisonner l’habitat et favoriser l’accès aux droits** des personnes en situation de précarité.

Ces espaces sont **ouverts à tous**, et fonctionnent comme un intermédiaire entre le logement et l’espace public pour les personnes logées par le Mouvement ainsi que pour tous les habitants du quartier ou d’ailleurs qui souhaiteraient **créer des liens** autour d’activités partagées.

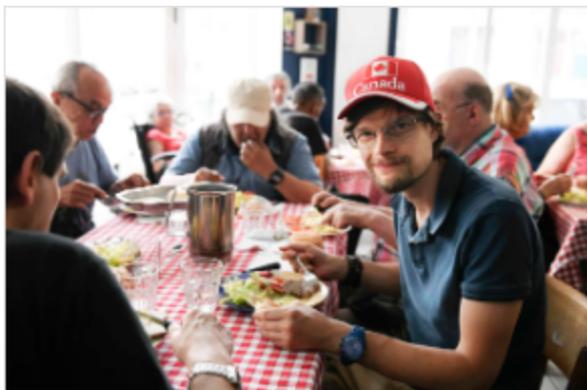
Participatifs et collaboratifs, les tiers-lieux solidaires d’Habitat et Humanisme ont vocation à être animés de manière conjointe par les équipes de l’association, les participants et des partenaires locaux.

Ils contribuent à :

- **Rompre l’isolement et susciter la rencontre** à l’échelle du quartier
- Favoriser la **mixité sociale** en proposant un accompagnement innovant et décloisonné, basé sur un **accueil convivial, inconditionnel et non stigmatisant**
- Promouvoir le **pouvoir d’agir** des usagers en privilégiant une approche **participative et collaborative** entre les acteurs
- **Revitaliser les territoires** en favorisant la collaboration entre les acteurs associatifs, économiques et sociaux du quartier.

Avec la spécificité de cibler leur action dans le cadre plus large du **droit à la ville pour tous**, en articulation avec la politique du Logement d'abord, en ciblant plus précisément les territoires urbains à partir d'espaces en pied d'immeuble repérés comme opportunités immobilières pour ces projets.

En 2022, il réunissait 14 tiers-lieux « actifs », 6 en préfiguration, et une dizaine en réflexion.



Sortie de la publication "Les tiers-lieux solidaires, une innovation au service du li...

Accueil Actualités Sortie de la publication « Les tiers-lieux solidaires, une innovation au service du lien social » Actualité nationale Accueil Actualités Sortie...

En parallèle, l'institution a développé sa stratégie externe pour faire connaître la spécificité des tiers-lieux solidaires, ce qui s'est traduit notamment par l'adhésion du Mouvement à France Tiers-Lieu, et la formalisation d'un **plaidoyer** à découvrir dans leur publication

[Les tiers-lieux solidaires, une innovation au service du lien social.](#)

C'est quoi un espace commun pour Habitat et Humanisme ?

Un lieu « interface » entre espace public et espace privé : « il tire de l'espace public, son ouverture à tous et sa liberté de passage, et de l'espace privé son cadre sécurisant et rassurant qui laisse à chacun la liberté de s'exprimer et d'agir sans crainte »

Un lieu « expériences » d'émancipation et de transformation pour des personnes invitées à trouver leur place avec les voisins autour d'activités communes, à faire entendre leur voix autrement que dans des institutions « classiques », et lutter de ce fait contre les stigmatisations.

Un lieu avec des aménagements flexibles, durables et volontairement peu déterminés. Des espaces néanmoins « expressifs » pour signifier les valeurs qui les portent : écologiques, accueillants, confiants.

Des questions communes aux stratégies déployées par les deux organismes

Dans les deux cas, les organismes soulignent la nécessité de **réflexion autour des publics** de ces lieux « mixtes » : Comment créer les conditions de la rencontre et jusqu'où ? Quelles sont les personnes accueillies aujourd'hui, et celles qui ne viennent pas ? Qu'est-ce qui est proposé "à l'arrivée", en termes d'information, de programmation, et comment garder le lien au-delà ?

Apparaît en creux la nécessité d'avoir des **personnes dédiées** sur site pour « faciliter » les échanges et les liens entre les personnes, et les ressources.

Et **la question des compétences** que cela suppose, répertoriées notamment dans la publication d'Habitat et Humanisme:

- Compréhension du contexte et des enjeux socio-économiques locaux
- En lien, compétences en termes de définition d'une stratégie territoriale à partir de démarches participatives et de collectes de données, pour répondre aux besoins identifiés (en termes d'espaces, activités, rythmes, accessibilité...).
- Capacité à repérer et activer les leviers collectifs via des espaces/projets/activités programmés et à bien communiquer
- Voire selon les projets, des compétences aussi entrepreneuriales.

Autant de savoirs qui peuvent être mobilisés par des personnes différentes au sein du collectif porteur (entre professionnel.les et bénévoles, par exemple).

Je note aussi dans les deux cas que les projets se sont créés sur la base d'une **analyse des domaines d'activité stratégiques** pour chaque entité, selon les personnes parties prenantes des projets.

Et sur la base de **diagnostics de territoires** qu'il s'agit d'ailleurs de perpétuer au-delà de la phase de conception et expérimentation.

**« Une démarche d'enquête à faire vivre tout au long du projet ».
Mais par qui, avec qui et pour qui ? Voilà la question avec laquelle je souhaite terminer ce travail personnel...**



REVER UN PEU

Une exploration partagée avec des personnes accompagnées

Me voilà avec des idées, points d'attention et ressources « en poche » pour lancer une hypothèse d'espace commun à imaginer avec des personnes accompagnées par des équipes médico-sociales de la Fondation.

Pour cela je reviens à une définition de ce qui « fait » « espace commun », notamment par les fondateurs et fondatrices du Diplôme Universitaire :



Un espace commun c'est un lieu où s'exprime la volonté d'émergence d'une communauté, où on observe des tentatives d'auto-organisation, où se jouent un croisement des pratiques, la présence structurelle de groupes qui ne se croiseraient pas parce qu'ils viennent de classes sociales différentes, une volonté de faire avec le territoire, et enfin, quelque chose d'un peu festif dans l'attitude

En essence c'est ce qu'on y fait, avec qui et comment qui font espace commun, et en cela, la nature de l'espace, aussi bien que l'absence de bâti n'ont que peu d'importance.



Source: [Récits d'une session immersive dans du commun - travail personnel d'Hermine de Saint Albin](#) ; p.7

Et cette question pour point de départ que je repose à cet endroit.

Une communauté intentionnelle, comment ça se fabrique ?

Un lieu commun, comment cela pourrait venir tout autant des personnes que l'on accompagne, de leurs accompagnant.es mais aussi d'autres curieux et curieuses qui aimeraient proposer et tester des usages dans un espace mis en partage ?

Une « possibilité » de réponse m'est venue plus particulièrement lors de la Session Focus Publics et programmation organisée à Coco Volten, à partir de deux interventions introductives : celle de Pascal Le Brun-Cordier sur [l'enquête sensible comme outil de programmation dans les espaces communs](#), et celle de Marie Fischer sur [le diagnostic de territoire comme outil d'accompagnement pour ces projets](#).

Dans les deux cas, j'ai pu repérer différents enjeux au travers ces exercices :

Faciliter l'ancrage d'un projet

Enrichir ou créer une programmation

Construire un récit

Consolider un modèle économique

(Et cela je n'y avais pas pensé du tout ! En produisant un argumentaire pour mobiliser des financeurs)

Pour préciser mon intention, j'ai aussi eu besoin de m'arrêter sur les deux mots employés, en jetant un œil dans le Larousse.

diagnostic :

1. Temps de l'acte médical permettant d'identifier la nature et la cause de l'affection dont un patient est atteint.
2. Identification de la nature d'une situation, d'un mal, d'une difficulté, etc., par l'interprétation de signes extérieurs : Diagnostic d'une panne de moteur.
3. Ensemble de mesures, de contrôles faits pour déterminer ou vérifier les caractéristiques techniques d'un système à des fins de maintenance ou d'amélioration. (Exemple : diagnostic d'un véhicule, diagnostic thermique d'un bâtiment.)

Je note une approche « mécaniste » et relativement « froide » pour « traiter » une situation lue a priori comme problématique. Et décide de ne pas garder ce terme pour qualifier le projet qui suit. Un positionnement aussi conforté suite à la discussion avec le philosophe Luc Carton menée dans le cadre de ma recherche autour des droits culturels et des espaces communs: >> Cf. Entretien en Annexe.

enquête :

(bas latin *inquaesita, de inquirere, rechercher)

1. Étude d'une question faite en réunissant des témoignages et des expériences : Une enquête scientifique.
2. Ensemble de recherches ordonnées par une autorité administrative ou judiciaire et destinées à faire la lumière sur quelque chose : Enquête judiciaire. Ouvrir une enquête.
3. Procédure d'investigation menée par une commission parlementaire pour contrôler certaines actions du pouvoir exécutif.
4. Article ou série d'articles d'information sur un sujet donné, à partir d'une documentation et d'interviews recueillies sur le terrain.

J'en retiens notamment quelques outils de la panoplie : interviews, récits, documentations, observations, et l'idée de conduire une étude avec méthode. Je décide de garder délibérément ce mot comme guide pour mon petit exercice d'imagination.

Au-delà de la terminologie, ce qui m'a intéressé dans les 2 interventions précitées, c'est l'idée que cette action qui consiste à observer, recueillir des données, créer des situations pour permettre à des personnes de s'exprimer autour de leurs besoins, rêves et problématiques, mais aussi les étapes d'analyses, de documentation et de mises en débat, me semble être en elle-même propice à préfigurer la communauté autour d'un espace commun. Cette mystérieuse « communauté intentionnelle »...

Alors je me mets à rêver d'un **projet d'enquête menée pour et avec des personnes qu'on accompagne, et d'autres complices** en préfiguration d'un espace à ouvrir plus largement.

A FAVERGES, IL Y A...



13 personnes habitant des appartements dits de « soutien », gérés par la Fondation OVE depuis 2011.

Ces personnes ont besoin d'appuis pour construire leur parcours de vie avec la singularité qui est la leur (une déficience intellectuelle), et notamment d'un logement adapté à leurs besoins et souhaits.

Ils et elles résident dans 5 appartements du T2 au T5 mis à disposition par un bailleur social, dans le bourg de Faverges. Et peuvent se retrouver au Foyer pour des temps d'accompagnement et d'autres activités,

8 personnes les accompagnent sur le plan de la vie quotidienne, du soin, de leurs démarches sociales... Ce sont les professionnel.les du service médico-social.

Une centaine d'autres personnes sont ressources pour leurs parcours : des soignants libéraux et/ou conventionnés, des encadrant.es de l'ESAT et d'autres lieux de stage, des équipes d'associations culturelles, sportives et citoyennes ... Mais aussi leurs voisin.es et les commerçant.es du bourg.

Et **plus de 7 500 autres personnes** habitent, tout comme elles et eux, le territoire environnant (Faverges, au-delà).

Chacun et chacune a une histoire, des savoirs et talents, des envies, des besoins.



Extrait d'un série photographique réalisée par Romain Etienne /collectif item sur les établissements OVE de Faverges

Arrêtons-nous sur un lieu de Faverges: le Foyer des Appartements de soutien

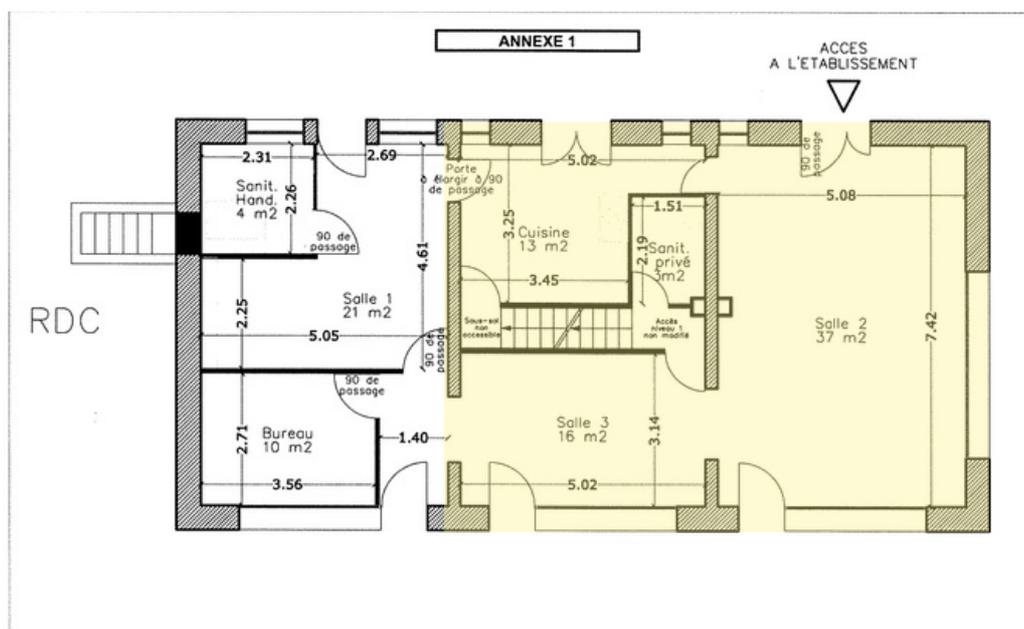


Au 79 de la rue des Ecoles, on trouve un lieu qui s'appelle « Le Foyer ». Quand on remonte un peu le temps, on apprend qu'avant d'y accueillir cette activité d'accompagnement pour les résident.es, c'était les personnes âgées de la commune qui s'y retrouvaient pour discuter, jouer au scrabble ou autre. C'est d'ailleurs longtemps resté comme ça, "dans l'esprit des gens".

Et encore avant cela, c'était un magasin d'alimentation.

Aujourd'hui, ce « petit » bâtiment de 150 m² à 1 étage, se répartit à 50% pour des bureaux (pour des rendez-vous individuels / postes de travail de l'équipe médico-éducative), et à 50% pour des **espaces collectifs** : « **les pièces de vie** » - **toutes en rez-de-chaussée**.

Plusieurs espaces et usages plus ou moins identifiés à ces endroits : une cuisine, une salle « des écrans (télé & numérique) », une pièce d'activités et un vaste espace d'accueil – point de départ d'une réflexion d'ouverture.



Le lieu est ouvert tous les jours avec un professionnel référent qui prend son poste depuis la rue des Ecoles pour des activités in situ ou des accompagnements sur d'autres sites.

Les semaines ne se ressemblent pas tellement.

Le lieu vit en fonction d'activités proposées soit par les éducateurs/trices soit par les personnes accompagnées.

Sachant que beaucoup viennent au débotté, selon les envies / besoins, seul.es ou en petit groupe, débarquant par la porte d'entrée ou la sortie de secours.

Il y a quelques repères depuis cette rentrée 2023 : celui des heures du bar notamment, ouvert aux résident.es sur des horaires précis.

Cette idée vient d'eux, d'un besoin simple : pouvoir profiter de boissons variées quand ils et elles sont là. A partir de là, un projet s'est mis en place avec des résident.es référent.es tournant.es, du nouveau mobilier aussi, et pour l'heure du monde tous les jours !

Le bar a eu un effet d'appel, ça leur donne une raison de passer et « qu'il se passe quelque chose ».

Bon, avec le bar, arrivent aussi des questions d'ordre juridique notamment avec cette envie d'ouverture. Est-ce possible de vendre des boissons à du public extérieur compte tenu de la mission et forme juridique de la Fondation ? Le sujet est en cours.

En attendant, l'équipe avance par étape, et vise déjà d'ouvrir à d'autres jeunes et adultes accompagnés par des établissements de la Fondation du territoire (de l'IME et de l'ESAT notamment). Et aimerait bien expérimenter d'autres formats réguliers, en complément d'ouvertures exceptionnelles sur des événements locaux.

Ce lieu n'est pas

Un espace « vacant », comme ceux en jeu dans l'urbanisme transitoire par exemple.

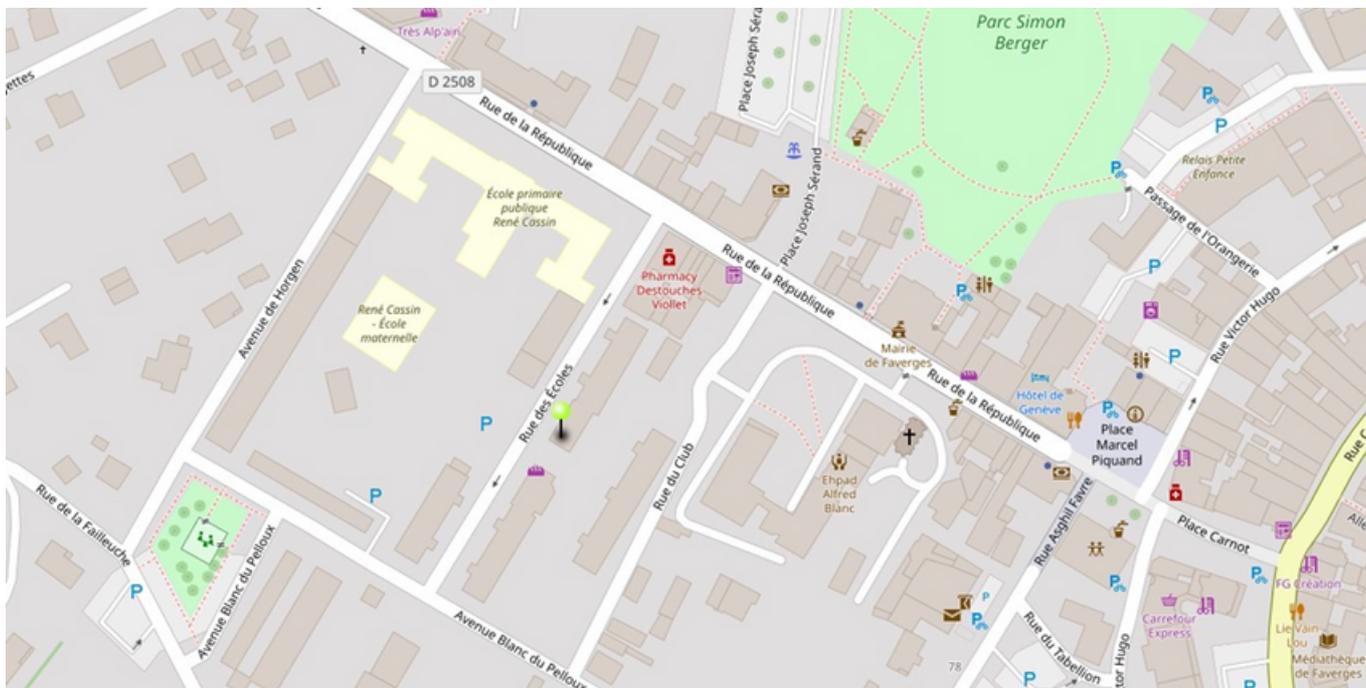
Un bâti remarquable, ou avec une « puissance symbolique » propre à faire émerger ou fédérer des imaginaires, comme certains lieux patrimoniaux investis par des espaces communs (un ancien couvent, un ancien château, un ancien hôpital...).

Un lieu de 1000 m² ni même de 100 (pour les parties communes), comme certains projets à l'échelle quasi villageoise visités dans le D.U.

Mais il pourrait être

Un espace ouvert sur la ville avec sa configuration vitrée, sa ou ses entrées, sa position centrale en cœur de bourg.

Un lieu de traverse pour des habitant.es, petits et grands – puisqu'à mi-distance d'un groupe scolaire et d'un ehpad, d'une médiathèque et d'un stade, à deux pas de la mairie et du marché du mercredi.



Une porte d'entrée pour des nouveaux venus, un lieu d'accès à des ressources, un lieu d'infos, un lieu de dépôt, un lieu de partage, un lieu de collation, un lieu d'étape...

Un lieu de passages possibles entre l'accompagnement, le divertissement, la discussion, l'apprentissage...

Au 79 rue des Ecoles, on peut s'y rassembler à 25-30.

Et déjà à cette échelle il me semble que des choses peuvent s'imaginer,



Dimensions, il n'y a pas de recette

Dans les faits, ce sont souvent les opportunités pour démarrer qui déterminent la taille du lieu. Pourtant la taille a minima intéressante pour rassembler des gens dans le lieu est un point important. C'est une question pour le café associatif le Lieu-dit à Saint-Affrique, où l'on sature assez vite à 25 personnes à l'intérieur, mais où on joue avec les autres espaces annexes (1er étage de bureaux, coin de rue, local et ex-bistrot d'en face...). Des tiers-lieux évoquent la notion de « tiers-lieux éclatés ou en archipel » pour désigner plusieurs espaces proches, occupés au fur et à mesure pour faire face à l'augmentation du nombre d'occupants ou d'activités (cf. la démarche Ici-bientôt à Saint-Étienne où plusieurs rez-de-chaussée vacants sont ainsi « mis dans la boucle ».



Source: l'ouvrage collectif [Tiers-lieux à but non lucratif](#), une co-édition RELIER & le réseau des Crefad

Donc si ça déborde, il pourrait s'agir d'inventer des Annexes, faire tiers-lieu ailleurs ou via des dispositifs mobiles pour « augmenter » le projet, comme avec le [dispositif« Paquita »](#) découvert via les articles de la revue en ligne Solidarum.



Des dispositifs prétextes comme Paquita, qui investissent sur des formes créatives, déroutantes, qui se décalent de l'institutionnel (ce n'est pas un camion « croix rouge »). Une manière de présenter l'ouverture du lieu de soin, avec un dispositif mobile, accueillant, ouvert, décollé de toute étiquette.



François Huguet,
sociologue

Source : [“des idées pour ouvrir les lieux de soin”](#)



Pourquoi ouvrir cet espace ?

L'envie de départ :

Que cet espace d'accueil se réinvente en se désinstitutionnalisant – sortir de l'image médico-sociale pour représenter autre chose pour les résidents de plus ouvert, de plus convivial.

Faire profiter à d'autres aussi, car ce sont des tous petits effectifs qui se retrouvent, pourquoi pas croiser des mondes autour d'activités partagées en s'appuyant notamment sur les partenariats amorcés depuis 2021 avec la création de l'accueil de jour dans une logique de réciprocité. La dynamique partenariale de l'accompagnement médico-social a beaucoup activé les liens et activités SUR l'extérieur, pourquoi ne pas proposer la réciproque en invitant dans nos murs ?

Enfin le covid a aussi eu un effet délétère sur la présence et participation des résidents dans cet espace, l'équipe a eu du mal à les faire revenir - l'idée serait de réinventer ce lieu en dépassant ce contexte-là.

Le local s'est donc transformé en espace d'atelier musical, en espace de cuisine intergénérationnelle avec des « papis, mamis » venus préparer un repas servi à l'école pour des habitants de la commune.

Il s'est aussi transformé en lieu d'exposition avec la présentation des dessins et maquettes des « recalés » du festival des Cabanes mis en valeur à travers la surface vitrée du bâtiment. Une collaboration marquante pour ce lieu “refuge de refuges”, lieu d'accueil pour des objets délaissés.



Le centre social organise entre autres événements le [festival des cabanes](#) et chaque année ils lancent un concours ouvert à tous les architectes. Ils ont une vingtaine de places pour présenter sur la communauté de communes et ils en reçoivent 150. Du coup il y a beaucoup de de maquettes, dont ils ne font pas grand chose. Il y a quand même des gens qui ont travaillé dessus et il y a un intérêt visuel, de réflexion autour de ces cabanes (pourquoi ils ont voulu faire cette forme là, à tel endroit etc.). On s'est dit après tout, plutôt qu'elles soient jetées et bien on va essayer de les valoriser, et comme on a plein de fenêtres partout, on a mis une table devant chacune et une maquette sur chaque table avec des explicatifs qui étaient accrochés aux vitres, tournés vers l'extérieur.

Et il y a beaucoup de gens qui s'arrêtaient d'un coup. C'est là qu'on s'est dit : quand on fait quelque chose dans l'établissement et qui est visible de l'extérieur, ça interpelle. **Pourquoi ne pas faire venir les gens à nous, dans nos murs?** [...]

Mais c'est quand même un endroit identifié "fondation OVE" et du coup ça ne donne pas forcément envie d'y être vu parce que ça veut dire qu'on y est accompagné et donc qu'on est en situation de handicap. C'est là où on s'est dit : il va falloir qu'on ouvre le lieu à d'autres personnes, à d'autres associations **pour déstigmatiser.**

Et puis les résidents nous ont dit aussi : « Quand on fait des activités ici, pourquoi il n'y a que nous ? On pourrait effectivement ouvrir un peu la porte et proposer à d'autres.

Le contexte était aussi celui de la mise en place d'activités de l'accueil de jour pour nos résidents qui sont à temps partiel à l'ESAT ou qui avaient besoin de couper un moment sur le temps de travail, et dans ce cadre on a cherché à développer des partenariats avec d'autres associations du territoire.

C'est là qu'on s'est rapproché de la micro-folie, de la médiathèque mais aussi d'autres associations. On a commencé à ouvrir la porte en disant on va faire une activité et puis on va voir. Et ça se fait tout doucement parce qu'on n'a pas envie de griller les étapes. [...]

Aujourd'hui il y a une envie réelle de faire vivre ce lieu, de pouvoir en faire quelque chose qui soit tourné vers ce dont ont envie les résidents mais que ça ne soit pas OVE qui organise. **C'est pour moi la définition de l'impulsion, c'est les personnes accompagnées qui nous la donnent, pas les professionnels.**



Parmi les premières idées d'activités ressorties d'échanges avec les résidents : des concerts, des expos, des ateliers d'échanges de savoirs, une friperie éphémère mais régulière, l'accueil d'amis à poils longs ou courts...

Le besoin d'avoir **des activités qui sortent de la routine** de l'accompagnement médico-social tout en ayant un cadre sécurisant.

L'idée aussi de se rapprocher de découvertes culturelles, compte tenu des **problématiques de transport** (compléter la programmation de la Soierie, centre culturel local avec un rendez-vous mensuel).

Autre besoin repéré cette fois-ci du côté des équipes : créer un cadre spécifique de travail pour réussir à **recruter de nouveaux salariés sur des postes à contraintes** (horaires, salariales). La logique de projet et de programmation ouverte offrirait des supports différents d'accompagnement, aussi pour régénérer la relation spécifique qui dans la routine peut finir par limiter les espaces de capacitation des personnes.

Redonner du souffle, du sens, des opportunités de découverte pour chacun.e finalement. Ça valorise et motive tout le monde.

« Un « foyer de vie », ce n'est pas inclusif »

La désinstitutionnalisation ne se joue pas que dans un seul mouvement, celui du « hors les murs ». Là où l'Hôtel Pasteur a pu par exemple offrir un espace de liberté pour des personnes, des groupes, en difficulté dans les espaces normés que pouvaient être l'hôpital ou le foyer d'hébergement, pourquoi ne pas proposer à l'inverse « nos murs institutionnels » pour d'autres activités et usages plus inattendus, qu'ils deviennent « la pièce en plus » pour tout un réseau de personnes en recherche de liens et d'échanges de savoirs.

“ Le potentiel transformateur des tiers-lieux pourrait faire école si on ne les comprend pas simplement comme des « lieux » accueillant des activités, mais comme des processus instituant des « tiers espaces » en tous lieux. (...) Il ne s'agit pas de fétichiser des lieux dont l'implantation serait « la » solution aux crises actuelles. Comme le révèle encore la récente crise sanitaire, il serait intéressant d'envisager comment les structures écono-miques, politiques et sociales et notamment les services publics peuvent accueillir en leur sein ce type d'espace hybride qui questionne leur rapport au travail, au territoire et aux modes de gouvernance. Il y aurait ainsi un aller-retour opérationnel et réflexif fructueux entre tiers-lieux et institutions autour des pratiques et la capacité de prendre en compte les changements de société. ”

Source: [L'hybridation des tiers-lieux en question](#) – Hugues Bazin

MENER L'ENQUETE

Le travail personnel de Marie Fischer m'a permis d'approcher la méthodologie du diagnostic territorial comme étape préalable à la construction d'un espace commun, en repérant notamment 2 questions à ne pas perdre de vue dans l'exercice pour concevoir un lieu situé et contextualisé.

Pourquoi réaliser ce travail d'enquête ?

Des besoins ont commencé à être repérés par l'équipe d'accompagnement depuis 2021 sur le local du Foyer.

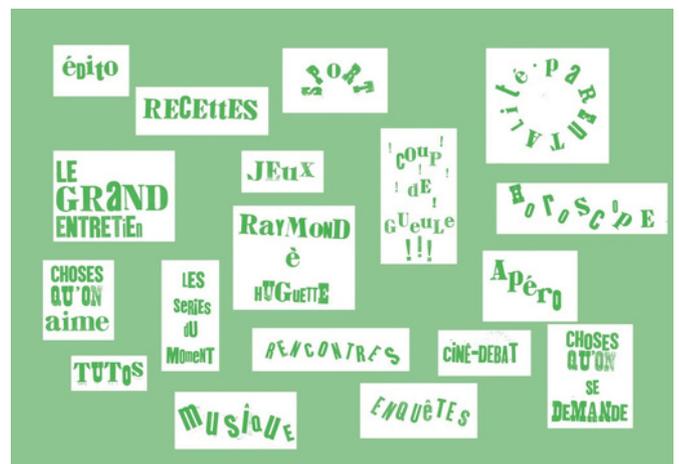
Pour autant, le travail pourrait être prolongé et élargi dans une démarche d'enquête participative où les personnes accompagnées pourraient tout autant être intervieweuses qu'interviewées. Porter une attention à leurs envies et besoins, comme à celles et ceux des personnes alentours, pour nourrir le réseau partenarial et amorcer l'idée d'une « communauté » autour de leur espace.

L'idée d'une démarche d'exploration partagée autour du lieu fait aussi écho à un projet de résidence artistique en cours sur ce territoire avec deux intervenantes : Diane Etienne, artiste visuelle, et Julia Burtin Zortea, autrice et journaliste.

Elles interviennent actuellement auprès d'un groupe de travailleurs et travailleuses de l'ESAT de Faverges sur la **création d'un journal**, dont certain.es résident dans les Appartements de soutien et fréquentent le Foyer de la rue des Ecoles.

Ce projet vise à transmettre des outils d'éducation aux médias et à l'information, et de réalisation de contenus journalistiques et narratifs variés (mêlant textes et images).

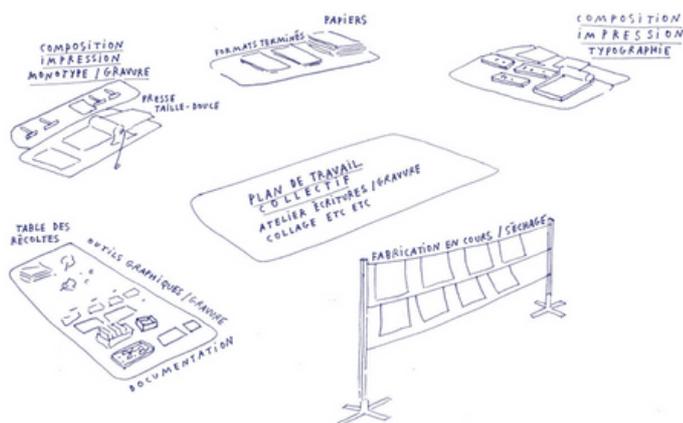
Il s'inscrit dans l'Histoire longue des médias - journaux, bulletins, fanzines ou émissions radiophoniques - réalisés au sein d'établissements médicaux-sociaux.



Il s'appuie sur deux postulats : les personnes les plus à même de nous renseigner sur leur vie (leur quotidien, leurs questionnements, leurs désirs ou leurs insatisfactions) sont celles qui les vivent, quels que soient leurs modes d'expression ; les propos et les conditions de vie des personnes mises à la marge concernent tout le monde et doivent rejoindre le cœur de la page.

Car leurs expériences sont bien plus communes que ce qui est souvent imaginé. Elles racontent un monde et des rapports sociaux que nous participons toutes et tous à construire.

Les participant·es sont considéré·es ici comme des expert·es « brut·es » de leurs vies, en prenant l'autodétermination comme principe directeur, et les notions d'autonomie et de responsabilité comme modalités pratiques. Des lignes particulièrement intéressantes à prolonger quand j'imagine l'enquête territoriale : l'auto-organisation autour du projet avec des comités dédiés, les modes de décision à accompagner, et une prise en compte de l'équivalence plutôt que de l'égalité, chacun et chacune ayant des singularités, difficultés et ressources propres.



Ce projet mobilise par ailleurs une diversité de médias (écrit, dessin, enregistrements, photos...), et s'inscrit dans une démarche d'itinérance avec des dispositifs légers et adaptés – ce qui fait écho à quelques pistes méthodologiques envisagées plus bas.

© Diane Etienne - Atelier Mille Lieues

Ce projet de Journal verra une première étape se concrétiser début 2024, pourquoi pas rebondir avec une autre mission d'enquête autour de cet espace à faire vivre ensemble au 79 rue des Ecoles.

Pour qui – Avec qui réaliser ce travail d'enquête ?

Dans mon cas, ce travail est une idée pour l'heure « personnelle » que j'aimerais soumettre à plusieurs personnes gravitant autour du projet (accompagnées / accompagnantes). Et si l'idée devient collective, il s'agira de la faire valider en bonne et due forme dans la logique institutionnelle qui est la nôtre : à savoir une logique verticale > validation du projet par la direction (d'établissement, de territoire, de région).

La Fondation deviendrait alors à cet endroit « co-commanditaire » si tant est qu'on puisse imaginer qu'un petit collectif sur place puisse s' « auto-saisir » de cette enquête, mais avec la nécessité de clarifier les moyens nécessaires à sa réalisation (notamment en termes de temps dédiés pour les professionnelles référentes).

Une commande qui serait « hybride » aussi, à la fois interne : portée pour et avec des personnes accompagnées et accompagnantes de nos équipes locales (qui sont elles-mêmes « habitantes du territoire »), mais aussi externe : avec l'appui d'un collectif de complices choisis pour leur curiosité, leur « extériorité », et leur professionnalisme dans des domaines en jeu dans la méthodologie envisagée. En capacité d'accompagner un travail d'enquête sociale, de proposer des dispositifs créatifs pour susciter échanges et recueils d'idées, de documenter via des outils sensibles et accessibles (dans la « lignée » de Diane, de Julia et des Cartons pleins par exemple !)

Sans doute il faudra réfléchir à la place d'autres acteurs locaux « responsables » sur les questions territoriales (la Mairie mais aussi le Département), pour avancer en bonne intelligence sur la démarche et le partage de ses conclusions.

Quelques idées pour guider la méthodologie

« La question de la question »*

Pour commencer le travail d'enquête, il s'agira non seulement d'éclaircir la position du commanditaire (trop) rapidement esquissée, mais aussi l'objet même de la question de départ.

Qu'est-ce qui est recherché dans cette enquête ? Quels points d'interrogation au démarrage ?

A mon endroit, je repère déjà des éléments dans la conversation avec Edith, derrière l'idée d'ouvrir un lieu de vie et d'échanges de savoirs.

> Des difficultés à préciser : le sentiment d'isolement, les représentations post covid, les stigmatisations...

> Des envies à explorer aussi : rencontrer du monde, sortir de l'institution, décoller les étiquettes, (s')apprendre...

A mettre en regard d'un certain nombre de données à collecter sur le territoire >> cf. les outils envisagés plus bas.

Mais ce qui m'intéresse derrière l'objet de l'enquête, c'est le travail de réflexion et de mise en débat au démarrage même de l'exploration, ce que l'auteur **Jérôme Guillet** appelle *« la question de la question » dans son **Petit Manuel de travail dans l'espace public** - *A la rencontre des passants*, en référence à son dispositif "Porteurs de paroles" sur lequel je reviendrai.

L'idée ici est d'engager une démarche à partir d'une question suffisamment ouverte pour déjouer les étiquettes, et les réponses convenues ou polarisantes.

“ Pour transformer une question trop marquée par un aspect institutionnel ou militant, il est donc souvent nécessaire d'opérer un travail d'élargissement vers des questions racines et d'augmenter ainsi les possibilités d'échanges, dans la mesure où chacun peut apporter, au sein d'un objet de discussion vaste, son sujet spécifique, celui qui l'intéresse. Cela demande de décomposer les enjeux que nous souhaitons aborder en une série de questions, et nous rapprocher ainsi d'un travail classique de philosophie : Quelles sont les questions sous-jacentes et secondaires ? Quelles sont les questions les plus fondamentalement partagées ? Ce travail, dans lequel nous convertissons des sujets de débats étroits en objets de questionnements populaires, nous paraît central pour tenir notre posture d'accueil.

”

Source: Jérôme Guillet, *Petit Manuel de travail dans l'espace public*, Editions du commun, 2019 - p.52

Par exemple, une des questions en jeu dans l'espace du Foyer c'est celle du temps. Les personnes qui viennent ici ont du temps ; pour autant c'est un objet de négociation que de proposer des activités à cet endroit qui ne soient pas rattachées formellement à un besoin médico-social pré-déterminé (sous entendu directement connecté à un enjeu de formation, d'apprentissage ou de travail). Peut être il y aurait matière à interroger sur ce sujet du temps. Le temps libre, c'est quand, et c'est quoi pour vous ?

Mais aussi sur le rapport à l'espace, car cette salle d'accueil au rez-de-chaussée du Foyer semble être un peu comme la pièce en plus de leurs appartements de soutien, des m2 « fraternels », de vie possible en commun.

Peut être ici un petit micro-trottoir auprès de voisin.es pourrait tourner autour du concept de la « pièce en plus » ? Ces mètres carrés qui peuvent manquer à certains, à partager en proximité ?

Ou encore interroger la thématique de l'apprentissage – sur les représentations de ce qu'on apprend ou pas, comment et quand ? (tout au long de la vie ?)

Permettre avec ces questions-prétextes de commencer à naviguer entre les mondes, sortir des catégories pour s'adresser aux personnes qui pourraient être intéressées parce que ça se passera dans cet espace.

Néanmoins **l'enquête ne marchera qu'en partant en premier lieu, des "sujets" proposés par les résident.es autour de ce lieu à partager**, comme me le partageait Julia, autrice intervenante sur le projet de Journal.

““
Finalement l'idée de l'enquête, c'est plutôt l'idée de leur permettre de partir de soi, pour savoir sur quoi ils et elles souhaiteraient avoir prises sur leur environnement, pour s'ancrer en fait. Par exemple, on a fait un entretien sur un lieu de stage d'un des travailleurs, dans une micro-brasserie, un lieu hyper central, sympa, qui draine toute une population variée, et l'idée c'était de pouvoir s'ancrer dans ce lieu pour savoir ce qu'il s'y passe, préciser des infos qu'on n'aurait jamais demandées sinon, aller vers des questions pour lesquelles on n'a pas trop de réponse d'habitude.

””

Sachant que ce travail doit être accompagné, pour **s'adapter aux situations de handicap**.

““
On se rend compte aussi de ce que c'est que travailler avec le handicap.
Au vu des différentes formes de handicap, et différences selon les un.es et les autres, il y a une part d'animation de notre part qui est très active. Pour faire surgir, il faut créer des conditions pour causer (en sous-groupe, en confiance, ...). Faire avec les difficultés, celles et ceux qui prennent beaucoup de place sans le vouloir, sachant que c'est un public qui n'a pas l'habitude qu'on lui demande son avis.
Et prendre le temps, prévoir beaucoup d'étapes intermédiaires, toute une progression dans le travail.

””

La panoplie de nos enquêteurs et enquêtrices

Celle-ci sera fonction des propositions du collectif, mais j'ai repéré des points inspirants dans des expériences partagées dans le D.U et dans des lectures conseillées.

L'idée serait de partir des intérêts, curiosités et questionnements des résident.es, en leur permettant l'accès à des données « froides » / quantitatives, mises en regard de données « chaudes » / qualitatives recueillies par différentes voies créatives.

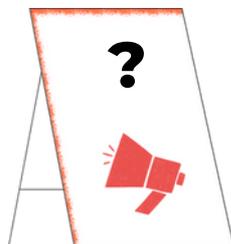
Je vais essayer de schématiser ce dispositif (bien fictif pour l'heure !).



1 **Les visages de Faverges**



2 **Les marcheur.euses étonné.es**



3 **Le porteur de paroles**



4 **Le feuilleton**



5 **La suite au prochain épisode**



1

Les visages de Faverges

Travailler avec les enquêteurs/enquêtrices sur un « **Portrait de territoire** » simplifié, accessible en [Facile à lire et à comprendre](#).



On pourrait définir le portrait de territoire comme un outil permettant de réaliser une représentation la plus réelle possible d'un espace donné, à savoir une représentation visant à en reproduire ou à en interpréter les traits et éléments caractéristiques.



En lien avec les thématiques identifiées dans le contexte d'ouverture du local : lien social / éducation non formelle « échanges de savoirs » / culture... Collecter une sélection de données démographiques et statistiques en s'appuyant notamment sur le site « Diagnostic de territoire » conseillé par Marie Fischer, et/ou d'autres sites nationaux si nécessaires (exemple : Observatoire de la pauvreté, la Caisse d'assurance Familiale, l'Observatoire isolement et solitude, les données du CCAS...).

En s'appuyant aussi sur des ressources généralistes locales déjà synthétisées comme par exemple

Institut national de la statistique
et des études économiques
Insee Mesurer pour comprendre

STATISTIQUES ET ÉTUDES DÉFINITIONS, MÉTHODES ET QUALITÉ SERVICES

Accueil > Statistiques et études > Dossier complet- Résultats pour toutes les communes, départ...

Dossier complet
Commune de Faverges-Seythenex (74123)



Faverges

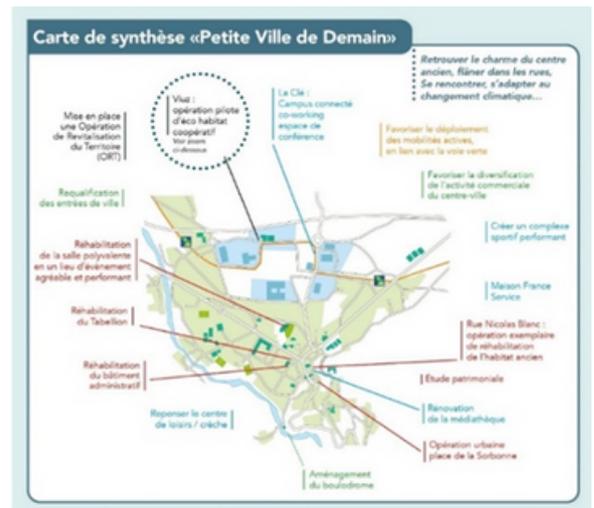
Faverges est une ancienne commune française située dans le Sud du département de la Haute-Savoie en région Auvergne-Rhône-Alpes. Centre urbain de la...

Source: [Dossier Complet de l'INSEE](#)

Sur cette base, essayer d'élaborer une première esquisse de **portrait(s) simplifié(s) voire décalé(s) de Faverges**

- L'âge du personnage
- Comment il/elle habite ? (à l'année, par saisons, seul ou à plusieurs...)
- Comment il/elle apprend ? (à l'école, dans des formations, dans des domaines particuliers...)
- Comment il/elle vit avec d'autres (une ou des familles, une ou des communautés...)
- Comment il/elle travaille ? (ou pas...) et Combien il/elle gagne?
- Comment il/elle se soigne ?
- Comment il/elle peut découvrir, s'exprimer, pratiquer une activité qui lui tient à cœur ?
- Comment il/elle peut bouger, et pour aller où ?
- ...

Travailler aussi sur le recueil d'informations sur des enjeux déjà identifiés sur le territoire en transformation, dans le cadre du programme « Petite ville de demain » notamment.



Un programme pour redessiner Faverges-Seythenex demain

Faverges-Seythenex et la Communauté de Communes des Sources du Lac d'Annecy se sont engagées dans le...

🗨️ En-Jeux citoyens Faverges-Seythenex

Autant de supports pour commencer à projeter avec le groupe, des hypothèses sur le bourg qui les intéresse :

Aujourd'hui // Demain

Positif // Négatif (comme une photographie)



2

Les marcheur.euses étonné.es

Marcher pour observer et échanger à partir d'espaces à différentes échelles : avoisinant, la commune, un peu plus loin - mais toujours dans un cadre sécurisant. Pour repérer des points positifs / négatifs là aussi et produire des petits « rapports d'étonnement à plusieurs sens ».

Mêlant l'approche partagée par Marie Fischer sur le « diagnostic en marchant » et celle « sensible » évoquée avec Pascal Lebrun Cordier, mobilisant notamment les 5 sens.



Marche sensible dans le quartier de Belsunce

Session Focus Publics et programmation - Mars 2023

Balade dessinée autour du paysage

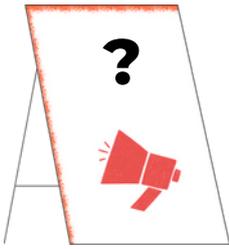
Projet Journal de l'ESAT de Faverges - Octobre 2023

La marche, on a trouvé ça super, même s'il faut avoir en tête que ce geste est différent d'une personne à une autre, bien calibrer le trajet!
>> des MICRO MARCHES (Julia)



L'idée serait là aussi d'outiller le groupe en proposant un **attirail ludique pour les marcheurs et marcheuses avec dans leurs besaces**:

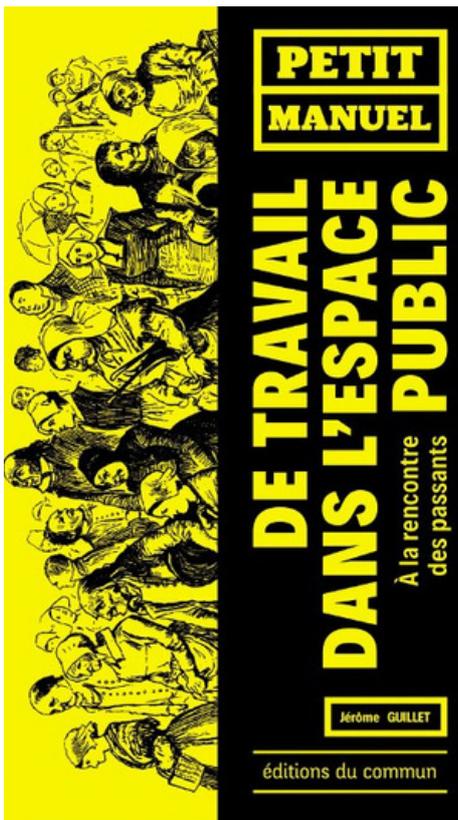
- Des « grilles d'observation » facilitées, voire remaniées en versions ludiques et connectées à des thématiques choisies ensemble
- Des crayons, papiers, petits carnets préparés avec jeux de comptages ou autres, appareil photo et/ou zoom enregistreur...



3

Le porteur de paroles

Expérience découverte dans l'ouvrage *Petit manuel de travail dans l'espace public* (pré-cité), dont voici le résumé:



Puisque les gens ne viennent pas dans nos salles, nous irons dans la rue ! Ce raisonnement, logique, conduit de plus en plus d'organisations à tenter d'aller à la rencontre d'un public non acquis. L'enthousiasme initial laisse pourtant souvent place à la perplexité.

Les conventions sociales rendent d'emblée les choses complexes : dans la rue on évite les corps, on esquive les regards, on s'assoit à l'autre bout du banc... L'indifférence polie est la règle. Si les interpellations diverses ne manquent pas, elles sont, la plupart du temps, considérées comme des menaces à notre quiétude.

Dans ce contexte, comment entrer en relation de manière bienveillante ? Comment créer de la curiosité et faire baisser la méfiance ? L'équation ainsi posée, ce petit manuel propose six façons différentes de la résoudre et interroge, au fil des pages, ce que serait une éthique de la rencontre fortuite.

Cf. Fiche pratique à découvrir [ICI](#)

Je retiens plus particulièrement de ce manuel le dispositif du porteur de paroles, pouvant mêler installations, expérience sensible et interviews.

“ Formellement, le Porteur de paroles est donc une exposition de propos rapportés: nous affichons une question dans la rue, discutons avec celles et ceux qui souhaitent y répondre puis gardons de ces échanges une ou plusieurs phrases que nous écrivons sur des panneaux que nous affichons à leur tour, dans un processus cumulatif. Le procédé ressemble à une sorte de forum internet de rue. ”

Ibid, p. 46/17

Cette expérience d'interaction, l'auteur l'a mise en jeu dans différents cadres et nous partage notamment un projet qui impliquait 15 jeunes suivis par une mission locale invités à créer leur propre dispositif d'interpellation.

Après avoir débattu de la question à mettre en jeu, les jeunes se sont auto-organisés autour d'affinités, défis et stratégies propre à chaque équipée. Et les résultats ont semblé positifs, pour la position active des intervieweurs, pour le renversement de postures dans des rapports de force souvent déséquilibrés selon l'âge, pour la prise de risque limitée, les compétences et savoir-être révélés dans l'expérience, leur rôle politique palpable par la mise en scène publique de leur dispositif...

“ Cette pratique d'enquête, par sa forme vivante et particulièrement impliquante, est donc tout à fait adaptée à un public hermétique aux approches conceptuelles. L'exercice du Porteur de paroles peut constituer ainsi une manière de démocratiser les sciences humaines, une initiation brute mais relativement complète.

”

Ibid, p. 73

Il y aurait alors peut-être quelque chose à chercher avec les résident.es participant.es à l'enquête, même si Edith me faisait part de leur difficulté pour la plupart, d'oser faire un pas vers des inconnu.es, « *mais avec la soutenance éducative nécessaire...* »

J'ai aussi interrogé Julia sur cette démarche d'interviews mobilisées pour le Journal et son éclairage va dans le même sens:

“ Des thématiques ont émergé avec le groupe et sur cette base, on est allés interviewer dans un périmètre connu autour de l'ESAT. En partant là aussi d'envies très personnalisées : à qui on aimerait aller parler ? le micro-brasseur du coin, le père d'un des travailleurs, potier par ailleurs... Autant de prétextes à nourrir ou créer des liens, tout un maillage, une cartographie intéressante pour la suite. (...)

L'entretien ça a marché avec les personnes volontaires à l'aise avec la parole, à qui on a proposé une initiation pour s'entraîner à poser des questions. Sachant qu'ils et elles ont besoin d'être accompagné.es pendant l'interview... Surtout ne pas projeter de l'autonomie à fond la caisse. Penser des formes de collaboration : en binômes, en trios... avec encadrant.es et collègues. Et faire avec le stress, qui est un terrain de travail, une étape pour la fabrication même.

”



4

Le feuilleton

En prolongeant notamment l'expérience mise en jeu dans le projet Journal, l'idée ici serait de construire des épisodes, faire vivre l'enquête au fur et à mesure, en utilisant plusieurs espaces de mise en récit comme par exemple

Les fenêtres du local du 79 rue des Ecoles

puisque l'ouverture du lieu est aussi partie de ces surfaces vitrées...

Les pages du Journal "Le chat sauvage"

version papier et/ou numérique (car oui, le journal a désormais un nom!)

Voire des ondes radiophoniques

clin d'œil à l'expérience de ma première Session immersive avec *Veillir Vivant*, et cette émission de radio concoctée en 24h chrono



C'est dans le récit et le détail que passe le sujet, dans l'élaboration concrète, dans la narration singulière, et ce n'est pas dans ce qui se veut hors du temps, fermé, définitif, la catégorie, la case ou le cas, le dossier ou la définition.



Propos de Leslie Kaplan cités par Jérôme Guillet dans le Petit manuel de travail dans l'espace public, p. 58





5

La suite au prochain épisode

Dans le cadre d'un temps fort ouvert aux partenaires, voisin.es, habitant.es, l'idée serait de mettre en scène et en débat les résultats de l'enquête (en puisant par exemple dans les pistes d'animations de groupes partagées par Marie Fischer dans son TP), pour imaginer à plusieurs, différents scénarios pour la suite - autour de cet espace partagé. En veillant à [l'adaptation des termes et formes des débats proposés](#).

Il pourrait s'agir de mobiliser des formats concrets, mini ateliers, jeux et d'utiliser des supports visuels (photos, courts-métrages) et/ou petites formes festives en lien avec des sujets au cœur de l'exploration - prétextes à discussions formelles et informelles.

Un peu d'inspirations en images...



Enquête à feuilleter (avec des bonbecs! ça marche toujours) - prémices projet de Journal ESAT de Faverges

« Libertaire, égalitaire et fraternelle », carnaval Formes Vives avec La Fraternelle



Festival "Au bout d'ma life" dans le cadre du projet "Vieillir Vivant", Château de Goutelas, février 2023

Avec un point d'attention : les problématiques soulevées, les promesses esquissées, comment être au rendez-vous des attentes ? Des sujets à reprendre et travailler avec la direction de nos institutions (locale et régionale) et avec les partenaires publics tout autant concernés.

Réflexions sur la gouvernance du projet

L'idée pour ce projet serait de s'appuyer sur l'expérience du Journal qui offre déjà quelques pratiques / tests d'auto-organisation avec des personnes accompagnées. Sachant que c'est un "gros challenge" de passer des intentions aux actes, comme j'ai pu le noter dans la discussion avec Julia, autrice intervenante.

Extrait d'entretien:



Je prends l'exemple du comité de rédaction qu'on souhaitait proposer à chaque session de travail. On l'a fait au début, avec des affiches accrochées dans la salle de pause, avec la mobilisation d'un espace clair dédié, qui serait « le leur » pour le Journal. On leur a proposé qu'ils s'inscrivent là où ils se sentent à l'aise : dans le comité de rédac', dans les groupes de production « photos », « dessins », « interviews ». On leur a aussi dit qu'ils pouvaient changer à tout moment. C'était important de trouver des manières de visibiliser leurs engagements et envies.

On constate après plusieurs interventions que les groupes de pratiques marchent super bien, ils ont conscientisés où ils se sont inscrits. Mais **le Comité de rédaction**, c'est moins bien : **c'est très flou, ça mobilise que de la prise de décision, on est moins dans le faire, ça parle moins...** Et au final on prend autant de décisions dans les groupes pratiques ! Il n'a pas trop de sens ce groupe « comité de rédaction ». L'idée c'est plutôt de s'organiser dans le périmètre de chaque activité pour celles et ceux qui le sont là parce qu'ils et elles le veulent. Pour ce public ça n'a pas trop de sens ce type d'instance. Au fond c'est aussi important pour le corps et l'intellect d'aller faire de la gravure...

On a eu envie aussi de mobiliser sur le suivi du projet... Mais pas possible de savoir qui pourrait avoir envie de ce rôle en avance, de le "pré-déterminer". Au fur et à mesure, c'est possible d'échanger avec certains, qui sont repérés mais **il fallait ce temps pour déterminer cette place avec eux.**

Sur la forme même des "réunions", ce qui peut fonctionner, c'est d'échanger en présence déjà. Par rapport à des temps de travail qu'on a réalisés en visio, ça ça semble super compliqué pour eux. Ils n'utilisent pas la bureautique, c'est pas leur pratique ou alors au prix d'un effort qui n'a pas trop de sens. Donc il faut que le corps soit en jeu pour de vrai, que ce ne soit pas trop formel non plus, en petit groupe, avec un café ou autre... **En tout cas il faut que l'espace physique soit là.**

Sur les formes mêmes du débat, on n'a pas encore énormément expérimenté ; on aura un temps spécifique sur le débat à partir d'un film – un ciné débat, pas juste un sujet en l'air proposé comme ça, pour que les opinions soient un peu nourries... L'accès à l'info est compliqué pour eux, ça se passe sur leur téléphone pour certains, mais c'est surtout ce que racontent les familles, pas facile d'avoir un avis personnel. On va utiliser un court métrage, sur une durée courte donc, qui fonctionne en termes d'attention, 20 minutes max, et un débat cadré avec des techniques d'animation (dispositif en réflexion mais avec l'idée de mettre en jeu le corps, piocher quelque chose, jouer, ...).



Et sur les manières de “décider ensemble”: le vote pour le titre du journal c'était intéressant. C'était une petite et grande décision en même temps, il fallait donc faciliter pour un maximum de personnes (faire avec certains à l'aise avec l'oral, d'autres dont on n'entend pas la voix même si on commence à avoir des sourires au bout de plusieurs semaines). On a fonctionné avec un système de bâtonnets sur les titres proposés, on avait pré sélectionné 3 options parmi les 15. Il faut aussi assumer qu'il y a une direction donnée par nous à des moments. Au vu du temps qu'on a pour le projet, et puis de notre rôle. Et ça a super bien marché, y compris pour ceux qui ne savaient ni lire ni écrire qui ont pu se positionner. ”

Comment tout cela s'agence ?

Dans le Petit manuel de Jérôme Guillet mentionné à plusieurs reprises, j'ai relevé ce passage qui me semble faire écho à cette petite mécanique à l'œuvre pour faire monter le collectif en capacités. Il reprend les propos du sociologue Pascal Nicolas Le Strat sur la notion d'*empowerment*.



Qu'est-ce qui fait le pouvoir ? qu'est-ce qui fait capacité ? Dans notre perspective d'un travail du commun, il est évident que « ce qui fait pouvoir » ce sont avant tout les dispositifs / agencements collectifs dont nous nous dotons en commun pour agir. L'attribution / affectation du pouvoir à agir n'est faite ni à l'individu pris isolément, ni à un collectif souvent idéalisé, mais à des dispositions qui ont été prises, à des dispositifs qui ont été conçus et expérimentés, et à une disponibilité (de temps, de lieu, d'imaginaire, de pensée) qui a été (re)conquise. La capacitation joue, pour moi dans l'enchaînement politique de ces trois notions : dispositifs, dispositions, disponibilités ”

[p. 134 du Petit Manuel]

Il faut donc clarifier le cadre de travail et les conditions de mise en œuvre, comme nous l'invite Marie Fischer là encore dans son TP. Préciser la place et le rôle de chacun.e, le cadre de coopération, les moyens dédiés – humains en particulier.

Un travail est à prévoir dans la constitution même de l'équipe-projet (plutôt qu'un comité de pilotage) pour cette enquête.

Se poser en amont les bonnes questions.

Quel est le cadre de cette équipe ? ce qu'elle est, ce qu'elle n'est pas ; et les discussions / validations à prévoir avec d'autres instances (ex : de développement local – ne pas se substituer aux autorités publiques dans leur propre travail de diagnostic, mais s'en nourrir pour le projet)

Qui peut en faire partie ?

« Peut-on vraiment faire une enquête sensible alors que l'on est soit même parfois « tiers » et « Hors sol » ?

Il faut être sur le territoire, le vivre, le traverser la nuit et le jour...

Mais aussi être en dehors du territoire pour pouvoir faire attention à « l'infra-ordinaire » (ce que l'on finit par ne plus voir parce que l'on est trop « dedans »). »

Cette réflexion de Marie m'invite à penser à une équipe « plurielle », qui mêlerait résident.es, professionnel.les – habitant.es du territoire, et des complices extérieur.es.

Sachant que **ce n'est pas le nombre de résident.es impliqué.es non plus qui fera la valeur de la démarche, ni même peut être sa légitimité.**

Une réflexion à partager en lien, fruit de l'échange avec Edith ; les résident.es ne se sentent pas (pour l'heure ?) « responsable » de cet espace d'accueil. Leur implication «*se forme, se déforme, en fonction des projets*». Leur implication se détermine donc au projet (« *ça m'intéresse, sinon je passe mon tour* »). A chaque fois qu'il y a une idée, une envie d'un résident, on la propose à tous et on voit ce que ça donne. Mais ce n'est pas le nombre de résidents présents qui fait la valeur de l'activité.

Quelques pistes pour l'économie du projet

A quelques jours de la remise de ce travail personnel, je constate que je manque de temps pour approfondir le sujet de l'économie même d'un projet d'enquête participative: les dépenses incontournables à mesurer, les leviers de financement et autres ressources à mobiliser...

Mais je peux essayer de partager quelques idées au vu du contexte.

Ce projet n'est pas une réponse à une commande externe, d'un financeur / d'une autorité.

Ce serait de notre initiative (locale – des résident.es et professionnel.les d'un établissement de la Fondation OVE).

Mais pour autant, notre institution (nationale – la Fondation / siège), et des partenaires pourraient être intéressés voire même décider de participer "prendre part", "apporter une part", "prendre leur part" - compte tenu :

De la cohérence avec les enjeux d'auto-détermination et d'inclusion au cœur de notre projet associatif.

D'opportunité de programmes nationaux d'expérimentation de tiers-lieux dans des établissements médico-sociaux (même si pour l'heure essentiellement dans les Ehpad).

De la possibilité d'associer des partenaires territoriaux dans la démarche de projets, au premier rang desquels, la Mairie voire d'autres collectivités en jeu dans la vie de notre établissement médico-social (le Département notamment).



Et pourquoi pas regarder de plus près le cadre d'action d'un [Espace de vie sociale](#) (politique de la CAF) découvert grâce à Vieillir Vivant, qui pourrait être une piste à creuser pour la suite.

Enfin, travaillant à l'échelle de la Fondation, avec une réflexion sur les possibilités d'essaimages de démarches – il y a peut-être une partie du modèle économique à chercher à plus grande échelle >> Voir un peu plus loin.

CONCLUSION

Voir un peu plus loin

Une année s'est écoulée depuis le démarrage de mon parcours pour lequel j'ai essayé de « chausser les lunettes des droits culturels » en interrogeant la manière dont les lieux traversés ou évoqués, pouvaient être ressources pour une diversité de personnes : des lieux pour pratiquer, pour s'informer, pour apprendre, pour coopérer, pour participer à la vie de la cité.

Les exemples ont été nombreux pour illustrer des « configurations sociales » cherchant à prendre soin de chacun.e et du groupe, à adapter les modes d'organisation et diversifier les activités proposées, pour offrir différentes formes de participation, même si les réalités précaires de la plupart des projets pouvaient contrecarrer ces ambitions éthiques et politiques.

Au fur et à mesure du parcours, j'ai aussi gardé en creux cette question de ce qui fait l'énergie première de la création de tels espaces. Qui en est à l'origine, quel collectif, formé et déformé au fur et à mesure de leur histoire. Il me semble que dans la configuration même de ces « équipées de départ » se jouent l'ouverture et l'inclusion. Qui est là aux premières heures, dans les premières discussions, dans les premiers chantiers... Et comment chacun.e a été embarqué.

J'ai pu noter que plusieurs de ces lieux se sont montés avec des travailleurs et travailleuses sociales (au sens large). Mais en y regardant de plus près, il me semble que c'est beaucoup le secteur de l'hébergement, et de l'hébergement d'urgence plus particulièrement, qui s'est mobilisé, et plutôt des équipes de direction dans les premières heures du projet.

D'où mon détour dans le champ du handicap, pour voir ce qui commence juste à émerger... une opportunité pour les structures médico-sociales de transformer leur mode d'accompagnement, en ouvrant leurs institutions dans une relation renouvelée tant aux territoires qu'aux collectifs au quotidien (bénévoles et professionnels).

Je vois alors bien comment celles et ceux « autour » des personnes accompagnées peuvent faire ce pari de l'inclusion par l'ouverture d'espaces et de temps aux acteurs et habitant.es alentours.

Mais là encore, je m'interroge sur la manière dont les personnes accompagnées elles-mêmes peuvent prendre part et ce dès leur phase de « construction ». Repérant notamment l'étape de « l'exploration de territoire » comme un projet dans le projet, pour créer et faire vivre une « communauté » autour d'un espace à partager.

Je me suis alors essayée à un petit exercice d'imagination : Et si des personnes accompagnées pouvaient exprimer elles-mêmes le souhait d'ouvrir une partie de leur lieu d'accueil ? Et si elles pouvaient elles-mêmes prendre part à la démarche d'enquête pour savoir ce qui pourrait s'y passer, avec qui et comment ? J'ai conscience qu'il s'agit pour le moment d'un travail de fiction, à partir d'un contexte particulier – celui de notre Foyer de Faverges. Et que tout reste à faire...

Et ce qui me vient en tête au bout du bout de ce travail personnel, c'est qu'en travaillant à la Fondation, je suis souvent prise dans un double mouvement : celui d'accompagner des projets sur mesure, contextualisés, mais aussi celui d'agir selon des logiques de « programmation » avec une démarche « commune » qui essaierait à plusieurs endroits, déclinée en différentes histoires.

Ça a été le cas pour plusieurs programmes de résidences d'artistes, par exemple, pour lesquels nous avons essayé de conjuguer la singularité d'univers et de réalités de terrain médico-sociales, à un cadrage commun pour garder certains caps (d'objectifs, d'opportunités partenariales et de moyens partagés).

Je me demande alors si ce projet d'enquête à Faverges ne pourrait pas constituer la première expérience d'une série de plusieurs.

Là encore je dois dire que j'emprunte à d'autres.

Je pense notamment au programme de [résidences de Programmation Active en Finistère PAF!](#) découvert via le site de l'Ecole du terrain.

Concevoir un programme de résidences d'enquêtes et d'essais autour d'espaces communs à l'échelle de plusieurs lieux de la Fondation.

Sachant qu'au-delà de l'ingénierie pour le penser dans ses intentions et modalités de travail (qui n'est pas une mince affaire!), je serai attendue au tournant de sa réalité économique et de ses mesures d'impact.

Mon travail personnel ne fait sans doute que commencer...

RESSOURCES & BIBLIO

01. Ouvrages

Ouvrage collectif : droits culturels, les comprendre, les mettre en œuvre, Editions de l'Attribut, 2022

Ouvrage collectif : Tiers-lieux à but non lucratif – Un recueil pour raconter, penser et confronter nos pratiques, co-édition RELIER et Réseau des CREFAD, 2022

Petit manuel de travail dans l'espace public, Jérôme Guillet, Editions du commun, 2019

Pas encore lu à cette heure, mais je rajoute :

Chemins de la liberté. Le travail entre hétéronomie et autonomie, Antonella Corsani, Editions du Croquant, 2020 (notamment le chapitre : « l'enquête sociale comme co-recherche pour l'action »)

02. Articles et autres médias

[La participation : prendre, apporter et recevoir une part](#) – Entretien avec Joëlle Zask, philosophe pour Réseau Culture 21, 24 mars 2016

[Les droits culturels au principe de la puissance de la paix – Observatoire de la diversité et des droits culturels](#) – Patrice Meyer-Bisch, 15 octobre 2018

[Ce que les tiers-lieux posent comme défis aux politiques culturelles \(observatoire-culture.net\)](#) , Vincent Guillon, 6 juin 2023

[Refaire le monde en tiers-lieu | Cairn.info](#) , Antoine Burret, numéro d'été 2018 de l'OPC

[Les données des tiers-lieux en 2023 \(francetierslieux.fr\)](#)

[Les droits culturels en tiers-lieux \(francetierslieux.fr\)](#), Cécile Offroy, 27 septembre 2023

[Tiers-lieux \(4\) : de nouveaux outils de soin ? \(solidarium.org\)](#), Balthazar Gibiat, 15 octobre 2022

[Pourquoi et comment décloisonner le soin et l'accompagnement ? \(solidarium.org\)](#) , Ariel Kyrou et Guillaume Renoud-Grappin, 22 février 2023

[S'inspirer des tiers-lieux dans le médico-social](#) et [Des idées pour ouvrir les lieux de soin](#), entretiens avec le sociologue François Huguet, 23 juillet 2021

Le film réalisé par Yann de Gaetano, avec Pascal Le Brun Cordier - Une enquête sensible et une manif d'enfants à la Cité Rose à Nanterre : <https://www.youtube.com/watch?v=9pEiK-vU1h4>

03. Guides et Publications

Tiers-Lieux, la stratégie territoriale de la Croix Rouge Française (red-social-innovation.com)

Tiers-lieux : tisser des liens dans l'espace rural – 21 (21-croix-rouge.fr)

Publication "Les tiers-lieux solidaires, une innovation au service du lien social" - Habitat et Humanisme : association de lutte contre le mal logement (habitat-humanisme.org)

Podcast *Dessine-moi un tiers-lieu*, produit par Bonjour Podcast et animé par Alice Milot

04. Entretiens

Avec Jérôme Valérius, adjoint de direction et chef de projet du tiers-lieu La Ruche et Robin Bally, éducateur en charge de la Matériauthèque - pour l'Institut la Teppe, le 7 septembre 2023

Avec Carine Sit, directrice de mission Innovation territoriale pour la Croix-Rouge Française, le 14 septembre 2023

Avec Luc Carton, philosophe, vice-président de l'Observatoire de la diversité et des droits culturels, le 12 octobre 2023 – Cf. Annexe n°1

Avec Edith Pecheur, responsable des Appartements de soutien / Foyer de Faverges le 24 octobre 2023

Avec Julia Burtin-Zortea, autrice intervenante sur le projet de journal de l'ESAT de Faverges le 26 octobre 2023

05. Travaux personnels du DU

Marie FISCHER, Le diagnostic de territoire - un outil d'accompagnement aux projets d'espaces communs

Carine SIT, Business Model des espaces communs – du choix économique au combat politique

Hermine DE SAINT ALBIN, Récits d'une session immersive dans du commun

(Et plein d'autres que je n'ai pas directement utilisés pour ce TP mais qui m'ont bien inspirés !)

Crédits visuels : Olfi from Ouch ; Souffler sur les braises ; Réseau culture 21 ; Astrac ; Alain Boyer pour le réseau des CREFAD ; communauté DU Espaces communs ; Marion Boucharlat pour l'Agence Auvergne-Spectacle-Vivant ; la Main 9-3.0 ; Coco Volten ; Tom Douet pour la Vie ; Carine Sit ; association la petite sœur ; les ateliers 128 / Fondation Falret ; association les Hirondelles ; association les Papillons Blancs ; institut La Teppe ; Sylvie Legoupi pour Solidarum ; Pau Gasol Valls pour la Croix-Rouge ; collectif ETC ; Diane Etienne pour l'Atelier Mille Lieues ; Barbara Govin pour le réseau des CREFAD

SEIGRES

A toute l'équipe du Diplôme universitaire, pour la richesse du parcours proposé, l'inventivité des formats et la qualité des contenus.

A toutes les personnes croisées dans les Sessions, les collectifs des lieux d'accueil et celui des apprenant.es, pour leur ouverture, leur curiosité, et leur engagement pour nourrir les échanges et projets de chacun.e.

Remerciements spéciaux

A Elsa pour son écoute et ses encouragements, sans lesquels je n'aurai pas pu réaliser ce travail.

A Jérôme et Robin, avec qui j'ai eu plaisir à discuter même si je n'ai pas pu utiliser toutes les infos partagées - ça donne envie de prolonger dans le cadre de notre réseau régional Culture et Santé.

A Edith et Julia, pour ce projet de Journal en cours qui m'a donné l'idée de creuser plus loin le sujet de l'enquête, un alignement de planètes à prolonger encore avec Faverges.

A Luc, pour ses éclairages politiques autour des droits culturels, avec lui, les concepts et décrets prennent une toute autre saveur (comme celle de la soupe au potimarron par exemple :)

Enfin à Charlotte, pour le plaisir de nos conversations dès mon arrivée dans le DU, dont je n'ai pas encore lu en détail son travail personnel qui s'annonce passionnant, sur [la place des personnes âgées dans les espaces communs](#) - de peur d'être trop intimidée pour terminer le mien... Mais désormais je vais pouvoir m'y plonger!

Coordonnées :

Julia LEMERY

06 16 46 91 88

julia.lemery@gmail.com